



Conseil de sécurité

Distr. générale
16 novembre 2016
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 novembre 2016, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2016) du Conseil de sécurité

Les membres du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2016) du Conseil de sécurité, reconduit dans son mandat par la résolution 2290 (2016) du Conseil, ont l'honneur de vous transmettre ci-joint le rapport d'étape du Groupe, conformément aux dispositions de l'alinéa d) du paragraphe 12 de la résolution 2290 (2016).

Le Groupe vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document officiel du Conseil.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud
(*Signé*) Payton **Knopf**

(*Signé*) Andrews **Atta-Asamoah**
Expert

(*Signé*) Andrei **Kolmakov**
Expert

(*Signé*) Ann **Oosterlinck**
Experte

(*Signé*) Klem **Ryan**
Expert



Rapport d'étape du Groupe d'experts sur le Soudan du Sud créé en application de la résolution 2206 (2016) du Conseil de sécurité

Résumé

Après la rupture de fait de l'Accord sur le règlement du conflit en République du Soudan du Sud, consécutive aux combats survenus à Djouba en juillet 2016, la situation sur les plans politique et de la sécurité dans le pays n'a fait que se dégrader, et l'on craint fort d'assister à une escalade de la violence encore plus dramatique au début de la saison sèche, en novembre et décembre. Des acteurs armés de tous bords continuent de montrer, en paroles et en actes, qu'ils se préparent bel et bien à une telle escalade.

Les parties n'ont pas respecté le cessez-le-feu permanent prévu par l'Accord. Les actes de violence se multiplient dans l'Équatoria, sous la forme d'attaques visant systématiquement des civils, de violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire et d'un recours généralisé aux sévices sexuels dans le cadre de la répression brutale contre l'insurrection que mènent l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) et les milices affiliées au Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan (M/APLS) au Gouvernement, dirigée par le Président Salva Kiir. Dans l'Équatoria central, où se trouve la capitale Djouba, les groupes armés s'attaquent de plus en plus aux véhicules transportant des marchandises et des passagers civils, dont beaucoup sont des Dinka, en représailles à l'offensive des forces gouvernementales et aux politiques mises en œuvre. Ajoutés aux propos incendiaires émanant aussi bien des Dinka que des non-Dinka, que l'on a pu entendre ces dernières semaines, ces agissements sont de nature à déclencher un violent conflit ethnique à une plus grande échelle. Les affrontements se poursuivent également dans les États du Bahr el-Ghazal occidental, du Haut-Nil et de l'Unité, et les armes continuent d'affluer dans le pays.

Si la fuite du chef du M/APLS dans l'opposition, Riek Machar, du Soudan du Sud pourrait faire croire à une montée en puissance de Salva Kiir et de ses plus proches collaborateurs et leur avoir donné de l'assurance, son pouvoir n'en est pas moins précaire comme le révèlent les failles structurelles profondes du régime et de l'APLS ainsi que la perte croissante de contrôle sur des pans entiers du territoire. Le fait que Salva Kiir ait détourné l'Accord à son profit en plaçant des personnes agissant pour son compte dans la plupart des postes du Gouvernement provisoire d'union nationale qui étaient réservés à des membres du M/APLS dans l'opposition a empêché la mise en œuvre d'une véritable politique de réconciliation et accentué la fracture du pays en fonction des appartenances tribales, de nombreux groupes non dinka – ainsi que les Dinka écartés par le régime – ne disposant d'aucun espace viable où exprimer leurs désaccords politiques et entreprendre des réformes, ou susceptible d'assurer leur sécurité. Des initiatives prêtant à controverse, telle que la décision de Salva Kiir, en octobre 2015, de faire passer le nombre d'États du Soudan du Sud de 10 à 28, une proposition du Conseil des sages Jieng appuyée par des personnalités politiques tel le Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, exacerbent ces divisions.

À Djouba, cette instabilité est aggravée par des préoccupations relatives à la santé du Président Kiir et à l'incertitude entourant sa succession. À la mi-octobre, des rumeurs selon lesquelles il serait tombé gravement malade – qui se sont révélées

quelque peu exagérées par la suite – ont fait craindre l'éclatement de luttes armées entre les diverses factions au sujet de l'avenir de la présidence, notamment entre le chef d'état-major de l'APLS Paul Malong et le directeur général du Bureau de la sécurité intérieure du Service de la sécurité nationale Akol Koor, ainsi qu'entre divers clans dinka et groupes politiques qui leur sont affiliés.

L'opposition armée au régime de Salva Kiir est un mélange de plus en plus hétéroclite de groupes dissidents aux revendications, aux objectifs et aux manières d'envisager la guerre les plus divers. Nombre d'entre eux échappent au contrôle direct du M/APLS dans l'opposition, dirigé par Riek Machar, partie à l'Accord, ou ne lui sont que vaguement affiliés. Néanmoins, la capacité de Riek Machar de déjouer les tentatives d'assassinat dont il a été l'objet de la part du pouvoir dans la région de l'Équatoria ont, semble-t-il, renforcé le désir de certains éléments armés équatoriens de s'associer officiellement avec le M/APLS dans l'opposition. L'impression que la belligérance du régime de Salva Kiir dominé par les Dinka mène inexorablement le pays à une guerre tribale dévastatrice, ajoutée au sentiment que la communauté internationale peine à prendre les mesures nécessaires pour éviter une nouvelle escalade du conflit, incite les forces politiques et militaires de l'opposition non dinka sinon à une complète unité organisationnelle, du moins à davantage de coordination.

Les déplacements massifs de population, tant à l'intérieur du pays que vers l'étranger, se sont accélérés ces derniers mois. Plus d'un million de Sud-Soudanais ont désormais trouvé refuge dans les pays voisins, dont 200 000 en provenance de la seule région de l'Équatoria, de juillet à octobre. Une grave insécurité alimentaire, proche de la famine dans certains secteurs, touche au moins 4,8 millions de personnes^a, soit plus d'un tiers de la population. Les opérations humanitaires et de maintien de la paix continuent d'être systématiquement entravées principalement par des civils et des personnes armées affiliées au M/APLS au Gouvernement. Malgré l'acceptation de la force de protection régionale prévue par la résolution 2304 (2016) du Conseil de sécurité affichée par le régime de Salva Kiir, son porte-parole a publiquement rejeté, le 24 octobre, les pays proposant de fournir des contingents. Bien que Salva Kiir ait créé, le 14 octobre, un Comité chargé de faciliter l'accès humanitaire dans un délai de deux semaines^b, aucune amélioration n'était encore constatée à la date de la remise du présent rapport (28 octobre). En fait, le gouvernement n'a jamais manifesté la volonté d'atténuer ce qui, selon toutes les données empiriques, constitue l'une des pires crises humanitaires à l'échelle d'un pays dans le monde.

Le prolongement de la guerre fait peser une menace de plus en plus grave sur les pays voisins du Soudan du Sud. Ainsi, le 13 août, 800 à 900 soldats de la VI^e Division de l'APLS ont traversé la frontière et fait une incursion en République démocratique du Congo pour aller affronter le M/APLS dans l'opposition. Le 17 août, deux hélicoptères MI-24 ont également franchi la frontière et parcouru près de 6 kilomètres à l'intérieur du territoire de la République démocratique du Congo pour aller attaquer des positions du M/APLS dans l'opposition.

^a Données au 20 octobre 2016, voir « OCHA humanitarian bulletin South Sudan », n° 16, disponible à l'adresse suivante : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1601020_OCHA_SouthSudan_humanitarian_bulletin16.pdf.

^b Voir « President Kiir forms joint humanitarian aid delivery committee », *Sudan Tribune*, 17 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://www.sudantribune.com/spip.php?article60555>.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Généralités	5
A. Mandat et nomination	5
B. Méthode	5
II. Prolongation, expansion et évolution de la guerre	6
A. Intensification des conflits et de l'incitation à la violence entre tribus	7
B. La guerre en Équatoria	12
C. Mise en œuvre de l'Accord	16
D. Menaces pesant sur la société civile	17
III. Acquisition d'armes	19
IV. Entraves aux activités de l'Organisation des Nations Unies et des missions humanitaires, et attaques à leur rencontre	21
A. Entraves aux activités de l'Organisation des Nations Unies et attaques à son rencontre	21
B. Entraves aux activités des missions humanitaires et attaques à leur rencontre	24
V. Effondrement de l'économie	24
A. Situation macroéconomique	24
B. Affaire de la Banque nationale du Qatar	26
C. Accords pétroliers	26
VI. Application des mesures relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs	26
VII. Recommandations	27

Annexes*

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original sans avoir été revues par les services d'édition.

I. Généralités

A. Mandat et nomination

1. Par sa résolution 2206 (2015), le Conseil de sécurité a imposé un régime de sanctions visant des personnes et des entités qui participent au conflit au Soudan du Sud et créé un comité des sanctions (Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 2206 (2015) concernant le Soudan du Sud). Le 1^{er} juillet 2015, le Comité a désigné six personnes devant faire l'objet des sanctions ciblées prévues par la résolution. Le régime de sanctions a été prorogé jusqu'au 31 mai 2017 par la résolution 2290 (2016) adoptée par le Conseil le 31 mai 2016.

2. Lorsqu'il a institué le régime de sanctions, le Conseil de sécurité a décidé que les sanctions, notamment l'interdiction de voyager et le gel des avoirs, s'appliqueraient aux personnes ou aux entités que le Comité aurait désignées comme étant responsables ou complices d'activités ou de politiques faisant peser une menace sur la paix, la sécurité ou la stabilité au Soudan du Sud, ou comme ayant pris part, directement ou indirectement, à de telles activités ou politiques.

3. Le Conseil de sécurité a également créé un groupe d'experts (le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud) auquel il a confié la mission de réunir et d'analyser toute information concernant l'application des dispositions de la résolution. Il peut s'agir d'informations pouvant servir à désigner des personnes ou entités à inscrire sur la liste ou des informations concernant la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériel connexe et la fourniture d'assistance connexe, militaire ou autre, notamment par le truchement de réseaux de commerce illicite, aux personnes et entités qui sapent les processus politiques ou qui violent le droit international des droits de l'homme ou le droit international humanitaire.

4. Le 22 juin 2016, après que le Groupe d'experts a obtenu la prorogation du mandat par la résolution 2290 (2016), le Secrétaire général, agissant en consultation avec le Comité, a nommé les cinq membres du groupe (voir S/2016/563) : un spécialiste des affaires régionales (Andrews Atta-Asamoah), un expert en groupes armés (Payton Knopf), un spécialiste des ressources naturelles et des finances (Andrei Kolmakov), une spécialiste des affaires humanitaires (Anna Oosterlinck) et un expert en armements (Klem Ryan).

B. Méthode

5. Bien qu'il ait été établi par le Conseil de sécurité, le Groupe d'experts est un organe indépendant qui travaille avec objectivité, en se fondant sur des faits et veille à se prémunir contre toute action de nature à compromettre son impartialité ou visant à donner l'impression qu'il n'est pas objectif. Le texte du présent rapport ainsi que les conclusions et recommandations qu'il comporte ont été approuvés par consensus par l'ensemble des membres du Groupe.

6. Le Groupe d'experts s'est pleinement conformé aux normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport de décembre 2006 (S/2006/997). Ces normes engagent à s'appuyer sur des documents vérifiés et authentiques, des éléments de preuve concrets et des observations réalisées sur le terrain par des experts, y compris des photographies chaque fois que possible. Il a recoupé toutes

les informations figurant dans le présent rapport en s'appuyant sur de multiples sources indépendantes afin de répondre aux normes les plus strictes en matière de preuves et en privilégiant les déclarations des acteurs principaux et des témoins directs des événements.

7. Le Groupe d'experts mène ses travaux dans la plus grande transparence, respectant la confidentialité de ses sources lorsqu'on le lui demande ou lorsque leur sécurité est en jeu. Lorsqu'une source est qualifiée de « confidentielle » ou que son nom ne figure pas dans le rapport, c'est parce que le Groupe d'experts a jugé que révéler l'identité de cette source compromettrait sa sécurité. Une source militaire confidentielle qualifiée d'« officier supérieur » ou de commandant de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) ou du Mouvement/Armée populaire de libération du Soudan dans l'opposition est un militaire ayant un grade compris entre celui de lieutenant-colonel et celui de général de brigade. Une source qualifiée d'« officier général » de l'APLS ou du M/APLS dans l'opposition est un général de division ou plus. Un document est dit « confidentiel » lorsque sa divulgation pourrait mettre sa source en danger.

8. Pour réunir, examiner et analyser les informations relatives à la fourniture, la vente ou le transfert d'armes et de matériel connexe, comme le Conseil de sécurité le lui a demandé dans sa résolution 2290 (2016), le Groupe d'experts s'est appuyé sur des inspections directes d'armes et de matériel, des photographies, d'autres preuves visuelles, des analyses de documents et de nombreux entretiens avec les parties prenantes. En l'absence d'embargo sur les armes, il n'a pas pu effectuer une inspection officielle des stocks d'armes.

9. Le Groupe d'experts est résolu à être aussi impartial que possible et a donné aux parties concernées, s'il y avait lieu et que cela était faisable, la possibilité d'examiner les informations les mettant en cause contenues dans le rapport et d'y répondre.

II. Prolongation, expansion et évolution de la guerre

10. Comme l'expliquent aussi bien le rapport du Groupe d'experts paru en janvier 2016 (S/2016/70) que le rapport trimestriel de septembre 2016 (S/2016/793), la persistance de l'antagonisme armé entre le M/APLS au Gouvernement, dirigé par le Président, Salva Kiir, et le M/APLS dans l'opposition, dirigé par Riek Machar, reste le facteur principal de la prolongation et de l'expansion de la guerre au Soudan du Sud. Le fait que, le 19 octobre, Salva Kiir ait menacé publiquement de prendre lui-même le commandement de la campagne contre les milices de l'Équatoria et que Riek Machar ait signé la déclaration du 23 septembre dans laquelle le bureau politique du M/APLS dans l'opposition appelait à une « lutte armée du peuple », sont quelques-uns des exemples les plus récents – mais nullement les seuls, tant s'en faut – de cette situation qui se perpétue.

11. La figure du chef de l'état-major général de l'APLS, Paul Malong, demeure au centre de la poursuite et de l'expansion de la guerre, et notamment du conflit qui sévit dans la région de l'Équatoria, décrit en détail ci-après. Après les combats de juillet à Djouba, M. Malong a supervisé la chasse à l'homme menée dans

l'Équatoria central contre Riek Machar et les forces du M/APLS dans l'opposition¹. Le Bureau de la sécurité intérieure du Service national de sécurité, placé sous le commandement d'Akol Koor, reste également un acteur déterminant de la répression des opposants au régime de Salva Kiir, notamment de par les menaces qu'il fait peser sur la société civile sud-soudanaise et sur les chances de réconciliation et de progression vers un processus politique ouvert à tous, comme on peut le voir à la section D ci-dessous.

12. La prolongation de la guerre reste une menace, toujours plus grave, pour les pays voisins du Soudan du Sud. Ainsi, après une longue série de heurts survenus en Équatoria central et occidental entre l'APLS et le M/APLS dans l'opposition, qui ont coïncidé avec la fuite de Riek Machar de Djouba en juillet, celui-ci est entré, avec quelque 750 soldats et civils, en République démocratique du Congo. Le Groupe d'experts a confirmé que, le 13 août, l'APLS avait opéré une incursion en République démocratique du Congo. Des contingents de la VI^e division de l'APLS, soit, selon les estimations, 800 à 900 hommes, ont traversé la frontière et engagé le combat avec le M/APLS dans l'opposition. Le 17 août, deux hélicoptères Mi-24 ont également franchi la frontière. Ils ont pénétré dans l'espace aérien congolais sur une distance de près de 6 kilomètres et ont eux aussi attaqué des positions du M/APLS dans l'opposition. Comme le Groupe d'experts l'a fait observer dans son rapport de septembre 2016, les hélicoptères relevant directement du commandement de Paul Malong, il est peu plausible qu'ils soient déployés à l'insu de Salva Kiir et sans son plein aval, à plus forte raison dans le cas d'une opération qui a empiété sur le territoire et l'espace aérien d'un autre État Membre.

A. Intensification des conflits et de l'incitation à la violence entre tribus

13. Comme l'a déjà rapporté le Groupe d'experts, la guerre se caractérise de plus en plus par l'attaque intentionnelle de civils selon un canevas tribal. Elle a en effet évolué vers ce qui est largement perçu comme un affrontement à somme nulle qui oppose tribus dinka et non dinka dans de nombreuses zones. Cette dynamique s'accroît encore depuis que l'APLS a poursuivi Riek Machar dans tout le territoire de l'Équatoria, en juillet et août, et que la région de l'Équatoria est peu à peu devenue le nouvel épice de la guerre.

14. Le décret de Salva Kiir visant à porter le nombre d'États de 10 à 28, qui retrace de façon unilatérale de nombreuses délimitations bien établies entre communautés, le mauvais accueil réservé aux activités du Conseil des sages jieng (dinka)² et la brutalité des forces loyales au régime de Salva Kiir sont les motifs principaux de l'hostilité envers les Dinka³. Ainsi, nombre de populations non dinka pensent que le décret relatif aux 28 États est une initiative du Conseil des sages

¹ Entretiens confidentiels conduits en septembre et octobre 2016 avec deux officiers généraux de l'APLS.

² Pour de plus amples détails sur le Conseil des sages jieng (dinka), voir S/2016/793.

³ À la mi-septembre, un ministre membre du Cabinet a confié au Groupe d'experts que Salva Kiir et le Premier Vice-Président, Taban Deng Gai, s'apprêtaient à annoncer à la fin d'octobre une nouvelle augmentation du nombre d'États, qui passerait de 28 à 36.

jieng visant à octroyer davantage de terres aux Dinka⁴. Dans sa lettre en date du 7 octobre annonçant sa démission des fonctions de chef d'état-major adjoint de l'APLS, le général de corps d'armée Bapiny Mantuil Wicjang Wuor, dirigeant de premier plan des Bul Nuer, seul clan nuer allié à Salva Kiir depuis le début de la guerre et qui était à l'avant-garde de la campagne du Gouvernement dans l'État de l'Unité en 2015, a fait l'assertion suivante :

« Le Gouvernement de Salva Kiir ne s'occupe maintenant plus que d'une chose, à savoir les 28 États, qui sont la seule préoccupation du Conseil des sages jieng. Et ils sont prêts à verser le sang avec tous ceux qui veulent l'abrogation du décret pour pouvoir récupérer leurs terres annexées. »

15. Il conclut ainsi : « J'ai décidé de rejoindre les miens dans leur calvaire et nous déciderons ensemble avec eux si l'on doit laisser prendre nos terres par les Dinka juste parce que le Président est des leurs ».

16. Au cours de la guerre, l'APLS est passée progressivement sous la domination des Dinka, en particulier ceux de la région du Bahr el-Ghazal. Si d'autres tribus sont représentées dans l'APLS, elles sont de plus en plus marginalisées, ce qui fait que la structure pluritribale de l'armée est en grande partie une façade qui dissimule le rôle central joué désormais par les Dinka dans la quasi-totalité des grands théâtres d'opérations⁵. Dans un discours prononcé le 19 octobre devant des membres du parti MPLS, Salva Kiir a d'ailleurs fait allusion à la domination de l'APLS par les Dinka en formulant la question rhétorique suivante : « Les Nuers sont partis avec Riek Machar et ceux de l'Équatoria ont refusé de s'enrôler dans l'armée, comment pourrais-je amener d'autres combattants à s'enrôler? » Il a également vitupéré contre les habitants de l'Équatoria, qu'il a accusés d'avoir été à l'origine de l'instabilité afin d'inciter l'ONU à intervenir dans le pays, ajoutant « nous ne nous contenterons pas de stationner à Djouba, nous en sortirons », et il a menacé de prendre lui-même le commandement de la campagne contre l'insurrection à Yei, dans l'Équatoria central.

17. L'incitation à la violence a également augmenté dans le cadre de l'intensification du conflit tribal. Suite au meurtre de civils dinka dans une embuscade tendue sur la route reliant Djouba à Yei en octobre, à l'attaque de trois autobus transportant des civils, dont de nombreux Dinka sur la route reliant Djouba à Nimuli, et au signalement ultérieur d'attaques ciblées de Dinka en Équatoria occidentale⁶, l'incitation à la violence s'est considérablement accrue en octobre, tant du côté des populations de l'Équatoria que des Dinka. Certains membres de ces populations ont proféré des menaces de massacres, de représailles, d'expulsion, ainsi que des insultes. Un certain nombre de lettres réputées provenir de ces populations ont circulé dans les semaines qui ont précédé la présentation du présent rapport. Si le Groupe d'experts ne peut confirmer l'identité des auteurs de ces lettres ni l'existence ou la composition des groupes qui se cachent derrière eux, le texte en

⁴ Entretiens confidentiels menés en août 2016 avec un universitaire nuer, un général de l'APLS, un militant de la société civile et un universitaire de l'Équatoria.

⁵ Entretiens confidentiels menés en juillet-août 2016 avec quatre officiers généraux de l'APLS, et, en septembre 2016, avec un ancien officier de haut rang.

⁶ Voir l'article sur la condamnation par le Conseil des Sages Dinka de l'embuscade entre Djouba et Yei, « Dinka Council of Elders condemns Juba-Yei ambush attack », Radio Tamazuj, 10 octobre 2016. Disponible sur le site <https://radiotamazuj.org/en/article/dinka-council-elders-condemns-juba-yei-ambush-attack>.

a été si largement diffusé qu'il a fait monter les tensions intertribales (voir à l'annexe I la reproduction d'une copie de ces lettres).

18. Ainsi, dans une lettre ouverte datée du 4 octobre censée émaner d'un membre de l'« Union de la jeunesse Jieng » on lisait les menaces suivantes : « nous, les jeunes Jieng, nous sommes fatigués de ces actes et à partir de maintenant, nous avons demandé à tous ceux de l'Équatoria et aux membres des autres tribus qui nous ont déclaré la guerre de quitter les zones qui sont à nous avant l'expiration du délai fixé ». Une lettre ultérieure, provenant apparemment de la même source, appelait à la cessation des atrocités contre les membres de leur tribu, « sinon, y lisait-on, il y aura des représailles qu'ils regretteront ». Il y était également dit que les jeunes Dinka « ne toléreront pas la situation en silence alors que les leurs se font tuer chaque jour »⁷. Le 14 octobre, une autre association de jeunes Dinka se faisant appeler « les jeunes en colère de l'ancien Bahr el-Ghazal septentrional » a lancé, dans une lettre diffusée auprès des organisations non gouvernementales présentes dans la zone, l'avertissement suivant :

« Nous partons à l'attaque pour nous venger, et vite, des gens de l'Équatoria partout et en tout lieu, à partir de maintenant. Nous vous trouverons et nous vous tuerons. Nous vous tuerons de façon méprisante et barbare. Nous vous humiliers aussi comme on ne l'a jamais fait auparavant. Nous vous taillerons en pièces atrocement comme vous l'avez fait à nos mères et à nos enfants sur les routes de l'Équatoria. Les représailles DOIVENT commencer, tout de suite! UNE NATION, UN PEUPLE, c'est FINI. Les conséquences seront spectaculaires, horribles, énormes. »

19. Une autre lettre diffusée à la mi-octobre à Aweil, dans le Bahr el-Ghazal septentrional, par le « Syndicat des vigiles d'Aweil », contient la déclaration suivante :

« Nous lançons un ultimatum de 168 heures (7 jours et 7 nuits) à tous les gens de l'Équatoria – hommes, femmes et hermaphrodites, jeunes et vieux, et toute autre catégorie non citée –, pour qu'ils rassemblent leurs affaires et commencent leur retour vers l'Équatoria en paix et en une seule pièce. Sinon, ils risquent de rentrer chez eux dans un cercueil pour tout bagage. Pour l'instant, nous déployons nos unités à des points stratégiques, où elles attendent le feu vert pour déchaîner leur vengeance. »

20. Dans une déclaration mise en ligne le 16 octobre, revendiquée par une section de jeunes de l'Équatoria, on agitait la menace suivante : « toute mort de gens de l'Équatoria en terre dinka ou ailleurs recevra une réponse rapide et résolue que tout Dinka sur le territoire de l'Équatoria sera amené à connaître ». L'auteur y insiste sur les « injustices perpétrées par les Dinka contre le peuple de l'Équatoria, comme l'a montré récemment le Plan dinka contre les non-Dinka, y compris l'Équatoria; dont les cerveaux sont le Conseil des Sages dinka; la cheville ouvrière, le Gouvernement tribal, présidé par Kiir, qui a cherché à consacrer la suprématie dinka sur les autres tribus », avant de sommer les Dinka de « quitter immédiatement l'Équatoria » et de

⁷ Lettre écrite par l'« Union de la jeunesse Jieng » pour condamner les meurtres de civils sur la route reliant Djouba à Yei, le 11 octobre 2016, signée Garang Madut Apiin et Samuel Marial Dongrin.

préciser que « l'Équatoria a suffisamment essuyé de pertes, en a marre, et [que] ça suffit »⁸.

21. Une menace analogue proférée le 17 octobre, censée provenir de jeunes Dinka du Nil oriental, donnait à tous les habitants de l'Équatoria sept jours pour quitter l'État, faute de quoi, y lisait-on, « nous vous ferons subir le même sort sur vos routes – vous n'êtes pas obligés de le croire, attendez seulement, et vous verrez ». Condamnant l'attaque ciblée de Dinka et cherchant à attirer l'attention de la communauté internationale sur leur retenue et leur attachement à la paix, un autre groupe se faisant appeler « Communauté Jieng en Afrique de l'Est » a fait paraître le 20 octobre un communiqué de presse, largement diffusé, dans lequel il déclarait que « les Dinka sont ciblés en raison de leur appartenance ethnique et ont donc le droit de légitime défense, à moins que les groupes qui sont responsables de meurtres mettent fin immédiatement aux exécutions extrajudiciaires ». Une déclaration adressée le 24 octobre par les « jeunes de la région du Bahr el-Ghazal dans l'État de Wau » aux personnes originaires de l'Équatoria travaillant dans la zone les menaçait en ces termes : « le fruit est mûr, le temps des représailles est venu et ne saurait tarder davantage ». Cette lettre exhortait « toute personne venant de l'Équatoria à évacuer le Bahr el-Ghazal dans les 72 heures à dater du cachet de cette lettre ».

22. Réagissant au sujet des embuscades tendues à des civils Dinka dans la région de l'Équatoria, le Ministre de l'information et de l'audiovisuel, Michael Makuei, a menacé de représailles de l'APLS les populations de l'Équatoria réputées offrir refuge à des forces du M/APLS dans l'opposition et déclaré dans un communiqué de presse émanant du Bureau du porte-parole du Gouvernement provisoire d'union nationale en date du 12 octobre que « le Gouvernement pourrait être forcé d'intervenir en pourchassant ceux qui se cachent dans la population » et « se verraient peut-être forcé de prendre des mesures impopulaires pour les débusquer ». Un membre dirigeant du Conseil des sages jieng, Aldo Ajou Deng Akuey, avait également prétendu publiquement, à la fin de septembre, que « des terroristes tribaux organisés de l'Équatoria central » s'en prenaient physiquement aux Dinka et que cela devait « se terminer, sans quoi la riposte sera[it] catastrophique »⁹.

23. Les qualificatifs tribaux péjoratifs de plus en plus utilisés entre certaines tribus montrent jusqu'où va la déshumanisation. Les Dinka qualifient les Nuers de « rebelles » et de « cochons de Nuers » et les habitants de l'Équatoria de « lâches » et de « nyam-nyam », ce qui veut dire entre autres choses « cannibales »¹⁰. Les habitants de l'Équatoria qualifient les Dinka d'« accapareurs de terres », de « marchandise frelatée », de « rebut » ou de « MTN », reprenant le slogan de la compagnie de téléphone mobile « Partout où vous allez »¹¹. Les Nuers utilisent une forme corrompue du mot Dinka « Jieng » (dinka), dont ils ont fait « Jiang » qui, en langue nuer, signifie « esclave ».

⁸ On trouvera une reproduction de la lettre sur le site www.southsudanliberty.com/news/index.php/latest-news/1302-it-is-time-for-dinka-to-leave-equatoria-and-now.

⁹ Voir l'article sur la mise en garde du Conseil des Sages dinka sur une guerre catastrophique au Soudan du Sud, « Dinka Council of Elders warns disastrous war in South Sudan », Radio Tamazuj, 30 septembre 2016. Disponible à l'adresse : <https://radiotamazuj.org/en/article/dinka-council-elders-warns-disastrous-war-south-sudan>.

¹⁰ Le mot « nyam-nyam » est utilisé aussi bien par les Nuers que par les Dinka et peut vouloir dire à la fois « cannibale » ou, dans un usage récent, « amateur de bonne chère ».

¹¹ Ces qualificatifs sont extraits de nombreux messages diffusés dans les médias sociaux par des Sud-Soudanais de diverses ethnies.

24. Les médias sociaux ont été utilisés à des fins partisans par tous les camps, y compris par certains hauts responsables gouvernementaux, pour monter en épingle les incidents survenus, répandre des contre-vérités et des menaces voilées ou même envoyer des messages incitant au passage à l'acte. Lors d'une réunion tenue en juin avec le Ministre de la défense et des anciens combattants, Kuol Manyang, et le Chef de l'état-major général de l'APLS, Paul Malong, ce dernier a montré au Groupe d'experts sur son téléphone cellulaire la vidéo d'une scène représentant selon lui le meurtre d'un groupe de « Dinka en Équatoria central », disant avoir des témoins directs pouvant permettre de vérifier l'authenticité de la vidéo. Le Groupe d'experts a été incapable de déterminer l'origine exacte de la vidéo. Celle-ci a toutefois été diffusée dans les médias sociaux, et les recherches faites sur son contenu n'étaient pas les affirmations du Gouvernement relatives à l'endroit et à l'époque concernés, ni à l'appartenance ethnique des victimes.

25. La figure I ci-dessous reproduit des captures d'écran de médias sociaux illustrant certains exemples d'incitation à la violence en ligne examinés par le Groupe d'experts durant ses enquêtes (voir exemples supplémentaires en annexe II).

Figure I

Capture d'écrans de médias sociaux





B. La guerre en Équatoria

26. Comme indiqué dans le rapport présenté par le Groupe d'experts en janvier 2016 (S/2016/70), l'Équatoria (à l'exception de Djouba) a été peu touchée pendant les 14 premiers mois de la guerre. Toutefois, à partir du second semestre de 2015, la région a connu une flambée de violence en conséquence des conflits territoriaux entre les communautés équatoriennes et les éleveurs dinka, qui étaient appuyés par l'armée populaire de libération du Soudan (APLS). Les hostilités ont été aggravées par la non-application de l'accord, notamment par le refus initial du gouvernement de cantonner les forces d'opposition dans l'Équatoria, dans le cadre des mesures de sécurité, par la domination des institutions politiques et sécuritaires gouvernementales par les Dinka et la marginalisation résultante des Équatoriens et par la désorganisation de l'agriculture et du commerce imputable à l'extension du conflit¹².

27. On a constaté une accélération spectaculaire de ces tendances suite aux actes de violence survenus à Djouba en juillet. On estime qu'au moins 200 000 réfugiés auraient fui le Soudan du Sud pour se rendre en Ouganda entre juillet et le début d'octobre et que 150 000 d'entre eux venaient de l'Équatoria, ce qui témoigne de la gravité de la situation en matière de sécurité dans cette région. On pense qu'il y aurait également 120 000 déplacés équatoriens¹³. Le Groupe d'experts, se fondant sur des entretiens avec des réfugiés équatoriens récents et près d'une douzaine de fonctionnaires des Nations Unies et d'agents humanitaires qui travaillaient dans la zone ou y étaient de passage, a conclu à l'existence d'atrocités et de violations flagrante des droits de l'homme et du droit humanitaire international, ce qui a encore renforcé l'animosité des habitants de l'Équatoria à l'égard du régime de Kiir.

28. Certaines des manifestations de violence les plus graves survenues durant les semaines qui ont immédiatement précédé la présentation du présent rapport se sont produites en Équatoria central, où se trouve la capitale, Djouba. Lors d'un incident de violence enregistré fin août, l'APLS aurait poursuivi et capturé 20 civils dans le payam de Katigiri (comté de Wonduruba) au motif qu'ils appuieraient prétendument

¹² Entretiens confidentiels avec une source des Nations Unies, un responsable du M/APLS, deux officiers supérieurs du M/APLS dans l'opposition et près de 20 réfugiés équatoriens tenus en septembre et octobre 2016 à Nairobi et Kampala.

¹³ Voir « The Protection Situation Update: Yei and surrounding area », 7 octobre 2016, à l'adresse suivante : <https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/protection-cluster-update-yei-and-surrounding-area-7-october-2016>. D'après le HCR en Ouganda, comme indiqué dans son Emergency Update on the South Sudan refugee situation (n° 52), portant sur la période comprise entre le 22 et le 24 octobre 2016, en octobre, 2 376 nouveaux réfugiés en moyenne auraient quitté chaque jour le Soudan du Sud pour se rendre en Ouganda.

le M/APLS dans l'opposition¹⁴. Ces civils, dont deux garçons de 10 et 12 ans et deux hommes de plus de 65 ans, ont été exécutés dans les casernes de l'APLS. Un autre témoin a décrit au Groupe la manière dont les forces affiliées au M/APLS au Gouvernement avaient rasé le village de Lobonok le 4 septembre¹⁵. Un survivant âgé qui s'était enfui ce jour-là du payam de Kenji (comté de Lainya) pour se rendre en Ouganda a dit qu'il s'était caché dans le bush alors que des soldats de l'APLS attaquaient son village et pillaient tous les objets de valeur. Il a vu ultérieurement les corps de quatre hommes et d'une femme étendus le long de la route, au cours de sa fuite en direction de l'Ouganda¹⁶.

29. Le comté de Yei, et la ville de Yei, ont été particulièrement touchés par la violence récente. Le Groupe d'experts a reçu de nombreuses informations faisant état d'attaques délibérées menées contre des civils à Yei par les forces armées affiliées au M/APLS au Gouvernement, dont des exécutions extrajudiciaires, des viols, des enlèvements, des arrestations et détentions arbitraires, des tortures, des voies de fait, des actes de harcèlement et d'intimidation, le pillage et la destruction de biens civils (notamment l'incendie de maisons) et des moyens d'existence¹⁷.

30. Le déploiement à Yei d'unités de l'APLS commandées par Malong fin 2015, prétendument à la demande du Gouverneur pour lutter contre la montée de l'insécurité sur les routes, a marqué un tournant. Ces unités étaient presque exclusivement composées de Dinka originaires du Bahr el Ghazal¹⁸. Le fait que l'APLS ait abattu par balles le 16 mai 2016 une religieuse catholique, qui est décédée quelques jours plus tard, a encore aggravé les tensions entre la communauté locale et les forces de sécurité affiliées au Gouvernement¹⁹. Après les actes de violence enregistrés à Djouba en juillet, des combats intenses entre l'APLS et le M/APLS dans l'opposition dans la ville de Yei et dans des zones au sud de la ville dans le payam de Lasu ont causé une vague de déplacements massifs en direction de l'Ouganda, de la République démocratique du Congo et de Djouba²⁰.

31. En juillet et en août, l'armée populaire de libération du Soudan (APLS) a commencé à contraindre les habitants des villages entourant Yei à se rendre dans cette ville, prétendument pour permettre des opérations destinées à chasser les

¹⁴ Renseignement communiqué par une source confidentielle des Nations Unies.

¹⁵ Entretien confidentiel avec un réfugié de Lobonok, Kampala, octobre 2016.

¹⁶ Entretien confidentiel tenu en octobre 2016 à Kampala avec un réfugié du payam de Kenji (comté de Lainya).

¹⁷ Entretiens confidentiels tenus à Nairobi et à Kampala en septembre et octobre 2016 avec des sources des Nations Unies et 12 réfugiés venus du comté de Yei.

¹⁸ Entretiens confidentiels tenus avec un ancien responsable du M/APLS à Nairobi, en septembre 2016, ainsi qu'avec un dirigeant religieux équatorien et une source des Nations Unies à Kampala, en octobre 2016.

¹⁹ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires « Inter-Agency Rapid Needs Assessment report », Yei, Équatoria central (6 au 8 septembre 2016). Se reporter à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160923_yei_irna_report.pdf; entretien du Groupe avec un dirigeant religieux équatorien à Kampala en octobre 2016; Frederic Zili et Megan Cornwell, « Slovakian Missionary Sister shot in South-Sudan », *Tablet*, 19 mai 2016, à l'adresse <http://www.thetablet.co.uk/news/5577/0/slovakian-missionary-sister-shot-in-south-sudan>; et « Nun Dies after being shot in South-Sudan », IOL, 20 mai 2016, à l'adresse <http://www.iol.co.za/news/africa/nun-dies-after-being-shot-in-south-sudan-2024270>.

²⁰ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires « Inter-Agency Rapid Needs Assessment Report, Yei, Central Equatoria » (6 au 8 septembre 2016), à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160923_yei_irna_report.pdf.

forces rebelles. L'APLS a ensuite mis en place des postes de contrôle sur toutes les principales voies d'accès à la ville. Les personnes déplacées et les communautés d'accueil, indépendamment de leur ethnie, n'ont pas été autorisées à quitter la ville pour s'occuper de leurs biens ou de leurs terres, ce qui a entraîné une pénurie de denrées alimentaires²¹. Les personnes à l'extérieur de la ville de Yei que les forces de sécurité du Gouvernement pensaient être affiliées au M/APLS dans l'opposition risquaient d'être victimes de voies de fait ou tuées²². D'après certains des récits de ceux qui sont parvenus à s'échapper de Yei, l'APLS ciblait et cherchait à attaquer les civils présents dans la ville qu'elle soupçonnait d'appuyer l'opposition²³.

32. Une mission d'évaluation humanitaire de l'Organisation des Nations Unies et d'organismes humanitaires s'est rendue à Yei du 6 au 8 septembre 2016. Cette mission a fait état d'attaques violentes, dont l'assassinat de civils au moyen de machettes et d'armes à feu, d'enlèvements, d'actes de violence sexuelle, du recrutement forcé et des mauvais traitements du fait d'acteurs armés²⁴. Le 30 septembre, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a publié une déclaration faisant état d'actes de violence horribles à l'encontre de civils, dont des voies de fait, des assassinats ciblés, des mutilations, le pillage et l'incendie de biens, et spécifié que plusieurs civils, dont des femmes et des nourrissons, ont été mutilés jusqu'à ce que mort s'ensuive et que selon certaines indications, de nombreux hommes jeunes, de 17 à 30 ans, auraient été arrêtés au motif qu'on les soupçonnait d'être partisans de l'opposition²⁵. Le HCR a en outre fait état de sa préoccupation devant le fait que quelque 100 000 personnes seraient

²¹ La Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) a noté dans une déclaration du 10 octobre « qu'elle était préoccupée par la crise humanitaire en cours, due au fait que la population ne pouvait pas se déplacer librement, s'occuper des exploitations agricoles ni se nourrir, en raison des diverses restrictions en matière de déplacement et au fait que les partenaires humanitaires ne pouvaient pas accéder librement à cette zone et fournir une assistance dont le besoin était extrême ». Voir <https://unmiss.unmissions.org/unmiss-statement-yei-call-immediate-cessation-hostilities>. Un groupe d'églises de Yei a lancé un appel humanitaire d'urgence fin août en raison de la pénurie de denrées alimentaires et de l'absence de services humanitaires, notamment de services médicaux et d'enseignement. Voir « Yei churches fear “massive exodus” after desperate humanitarian situation », Radio Tamazuj, 24 août 2016, à l'adresse <https://radiotamazuj.org/en/article/yei-churches-fear-“massive-exodus”-after-desperate-humanitarian-situation>.

²² Voir « Protection Situation Update on Yei and surrounding area », 7 octobre 2016, à l'adresse <https://www.humanitarianresponse.info/en/system/files/documents/files/protection-cluster-update-on-yei-and-surrounding-area-7-october-2016>. Confirmé par de multiples entretiens avec des membres du personnel des Nations Unies, des réfugiés équatoriens, un dirigeant religieux équatorien et quatre anciens responsables du M/APLS.

²³ Entretiens confidentiels tenus à Nairobi et Kampala en septembre et octobre 2016, avec 12 réfugiés originaires du comté de Yei.

²⁴ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « Inter-Agency Rapid Needs Assessment report, Yei, Central Equatoria, 6-8 September 2016 » à l'adresse http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/160923_yei_irna_report.pdf.

²⁵ Se reporter à l'adresse <http://www.unhcr.org/57ee25224.html>. Également le 10 octobre, la MINUS a publié une déclaration dans laquelle elle s'est déclarée vivement préoccupée par la situation à Yei et a noté qu'elle avait reçu des informations profondément inquiétantes concernant des actes épouvantables de violence perpétrés à l'encontre de civils innocents et vulnérables, dont des femmes et des nourrissons. Voir <https://unmiss.unmissions.org/unmiss-statement-yei-call-immediate-cessation-hostilities>.

piégées dans la ville de Yei au Soudan du Sud et d'informations persistantes selon lesquelles des barrages routiers entravent les déplacements vers les frontières²⁶.

33. En septembre, le Groupe chargé des activités de protection au Sud-Soudan²⁷ a fait état de rapports concernant des détentions et des emprisonnements illicites dans les zones avoisinant Yei²⁸. Il a constaté en octobre que des informations concernant la détention et la disparition de jeunes hommes continuent de susciter des craintes²⁹. Le Groupe a interrogé trois jeunes du comté de Yei qui ont indiqué avoir été menacés et harcelés par des acteurs gouvernementaux au motif qu'on les soupçonnait d'appuyer l'opposition. Un réfugié interrogé par le Groupe a prétendu connaître environ 35 hommes qui auraient été détenus par l'APLS dans des lieux inconnus depuis la mi-juillet³⁰.

34. Également, de nombreuses informations font état de violences sexuelles liées au conflit, commises alors que les femmes retournent à la maison pour chercher de la nourriture³¹. Un réfugié originaire du comté de Lainya a dit au Groupe qu'il avait assisté aux viols de sa sœur et d'une autre femme de 20 ans par des forces affiliées au M/ASPL dans le Gouvernement. Un autre témoin a indiqué qu'il avait vu une femme violée par des hommes en tenue et les corps de plusieurs enfants, alors qu'il traversait en juillet la région de Yei, au cours de sa fuite de Djouba vers l'Ouganda³². D'après une source confidentielle des Nations Unies, le 19 septembre, cinq soldats l'ASPL auraient enlevé, violé et tué une jeune fille de 17 ans et deux femmes qui se rendaient à un marché local dans le comté de Yei.

35. Des incidents analogues concernant des actes de violence à l'encontre de civils se produiraient également en Équatoria oriental. Ainsi, une personne interrogée par le Groupe en octobre, à Kampala, a déclaré avoir été témoin de l'exécution sommaire de sept civils non armés à Torit, le 30 juillet. Le Groupe a interrogé ce même mois un autre réfugié qui avait travaillé dans la ville de Nimule, dans le comté de Magwi, et été témoin de l'attaque, par les forces armées du Gouvernement, d'au moins huit hommes, dont un seul aurait survécu³³. Une source confidentielle des Nations Unies a déclaré au Groupe que des militaires de l'APSL déployés à Pajok, Ayaci et Palwar dans le comté de Magwi auraient pillé des

²⁶ Voir HCR, « South Sudan Regional Emergency Update » portant sur la période du 16 au 30 septembre 2016, à l'adresse data.unhcr.org/SouthSudan/regional.php.

²⁷ Le Groupe chargé des activités de protection au Sud-Soudan coordonne les activités de protection humanitaire concernant la protection des communautés, la violence sexiste, la protection de l'enfant, la protection des civils, l'état de droit, la lutte antimines et les problèmes fonciers dans le Soudan du Sud. Les activités du Groupe, basé à Djouba, sont coordonnées par le HCR et par le Norwegian Refugee Council. Se reporter à l'adresse www.humanitarianresponse.info/en/operations/south-sudan/protection.

²⁸ Voir Groupe chargé des activités de protection au Sud-Soudan, « Update: Juba Crisis and expansion of conflict », 16 septembre 2016, à l'adresse <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/south-sudan/document/south-sudan-protection-cluster-situation-update-16092016>.

²⁹ Voir « Protection Situation Update on Yei and surrounding area », 7 octobre 2016, à l'adresse <https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/south-sudan/document/protection-cluster-update-yei-and-surrounding-area-7-october-2016>.

³⁰ Entretien confidentiel avec un réfugié de Djouba, Nairobi, septembre 2016.

³¹ Entretien confidentiel avec des sources des Nations Unies à Kampala et Nairobi, septembre et octobre 2016.

³² Entretien confidentiel avec un réfugié originaire de Djouba, Nairobi, septembre 2016.

³³ Entretien confidentiel avec un réfugié originaire du comté de Magwi, Kampala, octobre 2016.

magasins et des maisons, occupé des écoles, violé des femmes et arrêté des hommes le 3 octobre.

36. Une équipe d'évaluation Organisation des Nations Unies-organismes humanitaires qui s'est rendue dans plusieurs emplacements dans le comté de Torit du 17 au 23 août a établi que la population avait été très fortement touchée par les actes récents de violence – violations directes, actes de violence sexuelle, harcèlement, utilisation des installations communautaires par des éléments armés, pillage – et, indirectement, par les décès au cours de la fuite, les séparations familiales, les restrictions aux déplacements et le stress psychologique généralisé³⁴. Elle a constaté en outre que l'insécurité croissante perturbait les activités agricoles dans l'Équatoria orientale, ceinture verte du pays et principale région productrice de denrées alimentaires, ce qui sera lourd de conséquences pour la sécurité alimentaire dans tout le pays³⁵.

C. Mise en œuvre de l'Accord

37. Les combats qui ont éclaté au mois de juillet ont anéanti les progrès, même minimes, qui avaient été accomplis dans la mise en œuvre de l'Accord. Comme l'a indiqué le Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, Festus Mogae, dans son allocution à la séance plénière de cet organe du 19 octobre, « les combats ont détruit tous les mécanismes de suivi de l'application des dispositions transitoires de sécurité, tels que la Commission militaire mixte du cessez-le-feu, le Centre d'opérations conjoint et le Comité d'examen de la défense stratégique et de la sécurité, et les rares progrès accomplis ont été perdus ». Le caractère inclusif de ces institutions a été compromis lorsque des représentants du M/APLS dans l'opposition qui avaient été désignés par Machar ont été remplacés par des partisans de Taban Deng Gai. La mise en place de l'Assemblée législative nationale de transition et l'autorisation relative aux sites de cantonnement d'Équatoria et du Grand Bahr-el-Ghazal semblent constituer les seuls progrès apparents que le Gouvernement provisoire d'union nationale ait réalisés dans l'application des dispositions institutionnelles de l'Accord. Pourtant, ces deux avancées sont toujours contestées, car le M/APLS dans l'opposition et d'autres les considèrent comme illégitimes.

38. Le 4 octobre, Malong a supervisé la remise des diplômes de 5 000 nouveaux soldats de l'APLS à Aweil, en opposition avec les réformes du secteur de la sécurité prévues par l'Accord³⁶. Il a félicité les commandants de l'APLS, les généraux Jok Riak et Santino Wol (tous deux sanctionnés par la Commission le 1^{er} juillet 2015) pour les efforts qu'ils ont déployés en vue de recruter des soldats parmi les populations locales. Étant donné les difficultés que rencontre le gouvernement pour verser les salaires des troupes (voir sect. V), ces recrutements supplémentaires ne feront qu'aggraver ses problèmes financiers.

³⁴ Consulter <http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Multi-Sector%20Rapid%20Needs%20Assessment%20Report%20-%20Torit%20County%20201608.pdf>

³⁵ Care, « CARE finds dire humanitarian situation in previously unaffected areas of South Sudan » communiqué de presse, 13 octobre, se reporter à l'adresse www.care-international.org/news/press-releases/care-finds-dire-humanitarian-situation-in-previously-unaffected-areas-of-south-sudan.

³⁶ Voir Agoth Abraham, « 5000 soldats graduate in Aweil East », *Gurtong*, 4 octobre 2016. Disponible en anglais uniquement à l'adresse www.gurtong.net/ECM/Editorial/tabid/124/ctl/ArticleView/mid/519/articleId/19905/5000-Soldiers-Graduate-In-Aweil-East.aspx.

39. Le recrutement disproportionné de soldats provenant d'Aweil – la ville natale de Malong – complique tout effort sérieux de réforme en matière de sécurité et est source d'instabilité, car de nombreux membres de l'APLS y voient une tentative de la part de Malong de modifier la composition tribale de l'armée pour asseoir son contrôle et marginaliser ceux qu'il considère comme ses rivaux ou qui appartiennent à d'autres tribus³⁷. Plusieurs hauts responsables politiques et militaires sud-soudanais, du Gouvernement ou de l'opposition, ont fait part au Groupe de leurs inquiétudes concernant l'instabilité qui risquerait de s'installer à Djouba du fait des luttes intestines opposant les partisans de Malong aux Dinka rivaux, dont Akol Koor, si le processus de succession au Président, Salva Kiir, venait à être contesté. Par exemple, des rumeurs concernant la mauvaise santé de Kiir, largement relayées dans la presse et les médias sociaux à la mi-octobre, ont crispé les tensions pendant 24 heures, qui ne se sont apaisées qu'après plusieurs apparitions en public de l'intéressé³⁸.

D. Menaces pesant sur la société civile

40. L'environnement opérationnel dans lequel évolue la société civile sud-soudanaise s'est considérablement détérioré en raison des activités et des politiques mises en place par le M/APLS, qui ont entraîné une prolifération de restrictions bureaucratiques onéreuses d'une part, et d'actes d'intimidation flagrants, de l'autre, entravant ainsi la réconciliation et les processus politiques décrits au paragraphe 9 de la résolution 2290 (2016) du Conseil de sécurité. Comme un représentant de la société civile l'a indiqué au Groupe, le « temps n'est plus au dialogue, car ce Gouvernement n'est pas prêt à discuter »; des vues semblables ont été exprimées par d'autres militants de la société civile³⁹.

41. L'adoption par l'Assemblée législative nationale de transition, dirigée par Kiir, de lois relatives aux organisations non gouvernementales et à la Commission de secours et de relèvement en février, puis la promulgation d'un règlement portant sur ces organisations en mars, ont donné au M/APLS les moyens de s'immiscer de manière plus intrusive dans les activités de la société civile. La loi relative aux organisations non gouvernementales a instauré un nouveau cadre juridique pour ces organisations, et celle relative à la Commission de secours et de relèvement a porté création d'un organe de régulation chargé d'appliquer ladite loi.

42. Ces deux lois contiennent des dispositions contraires aux meilleures pratiques internationales, en violation de l'Accord⁴⁰. Par exemple, la loi relative à la Commission de secours et de relèvement donne à celle-ci, entre autres, le pouvoir de « diriger le déploiement d'organisations non gouvernementales dans les zones du Soudan du Sud où des besoins existent » [art. 7 3)], indépendamment du fait que ces organisations disposent ou non des capacités, des connaissances, des ressources ou des moyens requis pour travailler dans ces environnements. La loi relative aux organisations non gouvernementales astreint ces organisations à « convenir » de

³⁷ Entretiens confidentiels avec quatre officiers généraux de l'ALSP réalisés entre mars et octobre 2016.

³⁸ Le lien suivant donne un exemple de média relayant ces rumeurs <http://eastafriamonitor.com/salva-kiir-not-dead-south-sudanese-government-insists/>.

³⁹ Entretiens confidentiels avec des représentants de la société civile sud-soudanaise à Kampala en octobre 2016.

⁴⁰ D'après une analyse de la législation réalisée par l'International Center for Not-for-Profit Law.

leurs zones d'opération avec le gouvernement [art. 9 b) v)], ce qui les empêche de déterminer leurs propres objectifs et activités.

43. Ces lois et ce règlement invalident aussi le rôle de surveillance que le Ministère chargé des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes a exercé de tout temps sur la Commission de secours et de relèvement avant que sa gestion ne soit confiée au M/APLS dans l'opposition, en application de l'Accord. Le règlement relatif à cette commission a été signé et approuvé par le Ministre chargé des affaires humanitaires et de la gestion des catastrophes sortant, Awut Deng Achuil. Par conséquent, le contrôle de la Commission est resté entre les mains du M/APLS après la formation du Gouvernement provisoire d'union nationale.

44. La société civile est encore davantage mise sous pression depuis juillet, lorsque la Commission de secours et de relèvement a invité pour la première fois les organisations non gouvernementales à lui soumettre leur demande de renouvellement⁴¹. En application de la loi relative aux organisations non gouvernementales, toutes ces organisations sont tenues de se réinscrire auprès de la Commission⁴². Ces demandes peuvent être rejetées par le registraire de la Commission si les activités prévues par l'organisation concernée contreviennent aux principes⁴³ énoncés à l'article 6 de cette loi, qui n'ont pas été clairement définis et laissent donc une large marge de manœuvre à l'imposition de restrictions arbitraires, à l'application de frais non justifiés ou de procédures contradictoires, ou aux menaces et actes d'intimidation⁴⁴.

45. Le Groupe a reçu des informations selon lesquelles la Commission de secours et de relèvement aurait menacé de refuser des renouvellements ou de révoquer des inscriptions si les organisations ne lui cédaient pas leurs avoirs sur demande, en se fondant sur des dispositions spécifiques de la loi relative aux organisations non gouvernementales et du règlement qui y est associé. Au moment de la présentation du présent rapport, la Commission avait initialement rejeté les demandes de renouvellement du statut d'organisation de la société civile présentées par au moins quatre organisations non gouvernementales ou les en avait menacées en raison des doutes pesant sur la nature « politique » de leurs activités. Elle leur a ensuite

⁴¹ Au départ, en vertu de la loi relative aux organisations non gouvernementales, la date butoir du renouvellement de l'inscription était fixée au 10 mai (dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi). Cette échéance a été reportée *sine die*.

⁴² En application de l'article 9 c), une organisation non gouvernementale a l'interdiction d'opérer au Soudan du Sud « à moins qu'elle ne soit dûment inscrite auprès de la Commission ». En soumettant toutes les organisations non gouvernementales à l'obligation de s'inscrire, cette loi enfreint le droit à la liberté d'association prévu par le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. En outre, sur la base des informations recueillies par le Groupe, la désormais tristement célèbre « liste noire des 40 organisations » faisait en fait référence à une liste de toutes les organisations qui étaient tenues de se réinscrire en application de la loi les concernant, et non à une liste d'organisations non gouvernementales visées expressément en raison de leurs activités.

⁴³ Parmi ces principes, on citera « l'équité dans la sélection des zones géographiques pour l'attribution des projets », « la responsabilité des bénéficiaires, des donateurs et des institutions publiques compétentes », « la durabilité des programmes », « la participation des populations locales et des bénéficiaires » et « le respect de la souveraineté de la République du Soudan du Sud ».

⁴⁴ Informations recueillies auprès de l'International Center for Not-for-Profit Law et corroborées lors de nombreux entretiens confidentiels avec des organisations de la société civile nationales et internationales.

conseillé de s'inscrire en tant que partis politiques, ce qui illustre les fortes pressions auxquelles sont en proie les acteurs de la société civile se livrant à des activités de plaidoyer⁴⁵.

46. De nombreux acteurs de la société civile, des organisations non gouvernementales internationales et des journalistes ont décrit les interventions de plus en plus nombreuses du Bureau de la sécurité intérieure du Service national de sécurité, dirigé par Koor, dans les affaires ayant trait aux organisations de la société civile. Le projet de loi relatif au Service national de sécurité de 2015 confère à ce dernier toute autorité pour détenir des suspects, surveiller les communications, conduire des perquisitions et saisir des biens sans être soumis à une surveillance judiciaire. Le Groupe continue d'enquêter sur les nombreuses informations selon lesquelles l'Autorité nationale chargée de la communication et le Service national de sécurité se seraient rendus dans les locaux d'organisations non gouvernementales, auraient inspecté le matériel de télécommunication s'y trouvant et leur auraient demandé de payer une « redevance » pour pouvoir poursuivre leurs activités.

47. Des militants de la société civile ayant rencontré des représentants du Conseil de sécurité lors de leur visite à Djouba au début de septembre ont aussi été visés. Le Groupe a confirmé qu'au moins trois personnes avaient été directement menacées par le Service national de sécurité parce qu'elles avaient participé à cette rencontre. Il se peut que le chiffre exact soit plus élevé.

III. Acquisition d'armes

48. Le Groupe continue d'enquêter sur les transferts d'armes effectués vers le Soudan du Sud, en application de son mandat.

49. Lors d'une réunion avec le Groupe, qui s'est tenue le 28 septembre, le Premier Vice-Président, Taban Deng Gai, a réfuté la présence d'avions L-39 au Soudan du Sud, que le Groupe avait pourtant attestée avec preuves à l'appui, notamment des photos et des témoignages, dans son rapport au Conseil de sécurité de ce mois-là (S/2016/793). Lors de cette réunion, le Premier Vice-Président a donné au Ministre de la défense et des anciens combattants la possibilité d'apporter un complément d'information à ce sujet, mais ce dernier n'a pas souhaité le faire.

50. Le Groupe a reçu des informations préliminaires concernant les armes que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo avait confisquées aux combattants accompagnant Machar dans ce pays en août 2016. Les origines de ces armes correspondent à celles que le Groupe avait précédemment répertoriées comme ayant été achetées au Soudan du Sud, avant et après l'indépendance, notamment des armes et des munitions fabriquées au Soudan, en Chine, aux États-Unis d'Amérique, en Israël et dans plusieurs pays d'Europe orientale.

⁴⁵ Ainsi, la Community Empowerment for Progress Organization a reçu une lettre des autorités lui ordonnant de mettre fin à ses activités dans les deux semaines, sans quoi elle serait considérée comme « illégale ». Voir Justin Lynch, « South Sudan activists say intimidated for meeting diplomats », Associated Press, 8 septembre 2016, disponible en anglais uniquement à l'adresse <http://bigstory.ap.org/article/2731beaf514a48d29dc9fe582f497748/south-sudan-activists-say-intimidated-meeting-diplomats>.

51. Parmi ces armes, on citera un fusil Micro Galil fabriqué par la société Israel Weapon Industries et portant le numéro de série 36100549. C'est la troisième arme de ce type que le Groupe a découverte, les deux autres (numéros de série 36100566 et 36100588) ayant été trouvées dans l'État du Haut-Nil en 2015. D'après des membres du M/APLS dans l'opposition, ces armes proviendraient des réserves du Gouvernement sud-soudanais et auraient été trouvées sur des champs de bataille ou confisquées à des déserteurs. Selon les informations que les fabricants ont fournies au Groupe, comme indiqué dans son rapport de janvier 2016 (S/2016/70), ces trois armes proviendraient d'un lot vendu au Ministère ougandais de la défense en 2007. Le certificat d'utilisateur final ne comporte aucune indication concernant leur transfert vers le Soudan du Sud. Le fait que le Groupe ait désormais recensé trois armes de ce type provenant de ce lot vient étayer l'hypothèse selon laquelle elles feraient partie d'un ensemble plus large d'armes transférées depuis l'Ouganda vers le Soudan du Sud⁴⁶.

52. En septembre, l'Espagne a communiqué au Groupe des informations concernant un trafic d'armes vers le Soudan du Sud. Ces informations avaient été obtenues par la police espagnole dans le cadre d'une enquête en cours sur des faits de blanchiment d'argent et de racket. Elles apportaient des détails sur des communications échangées entre le réseau de trafic d'armes basé en Europe et les dirigeants du M/APLS dans l'opposition en 2014, ces derniers demandant qu'une longue liste d'armes légères, de munitions et d'armes de petit calibre lui soit livrée via un intermédiaire au Sénégal. Les enquêtes plus poussées qu'a menées le Groupe à ce sujet indiquent que cette expédition a été au moins partiellement livrée⁴⁷. Le Groupe collabore avec les autorités espagnoles et d'autres sources afin de corroborer la provenance de ces armes et de retracer leur utilisation au Soudan du Sud.

53. Également en septembre, le Groupe a reçu des informations et des documents d'une source confidentielle haut placée au Soudan du Sud selon lesquels, en juillet 2014, une expédition de munitions d'armes de petit calibre et de 4 000 fusils d'assaut aurait été livrée par la société Bulgarian Industrial Engineering and Management au Ministère ougandais de la défense. D'après ces documents, Bosasy Logistics, une société basée à Kampala, qui est mentionnée dans les précédents rapports du Groupe, notamment son rapport de janvier 2016 (S/2016/70), aurait servi d'intermédiaire dans cette transaction. Ces armes et munitions auraient par la suite été transférées au Soudan du Sud. Bien que le Groupe poursuive son enquête sur cette transaction, il note que les récents transferts d'armes de l'Ouganda vers le Soudan du Sud, comme décrit dans son rapport de septembre 2016 (S/2016/793), sont probablement effectués de la même manière que les précédents transferts de 2014, Bosasy Logistics et son président, Valerii Copeichin, facilitant les ventes⁴⁸.

54. Depuis mai, le Groupe a reçu de nombreux témoignages de plusieurs sources concernant des expéditions d'armes entrant au Soudan du Sud par route en passant

⁴⁶ Le Groupe a présenté en février une demande écrite formelle au Gouvernement ougandais afin d'obtenir des informations supplémentaires concernant ces armes, mais n'a pas reçu de réponse.

⁴⁷ Entretien confidentiel avec un officier militaire haut gradé de l'opposition intervenant dans les procédures d'achat.

⁴⁸ Il a été porté à l'attention du Groupe que Copeichin avait la nationalité moldave.

par l'Ouganda, ou par avion vers Djouba et Wau⁴⁹. D'après deux sources haut placées informées, ces expéditions comprenaient des armes légères et de petit calibre, des munitions et des véhicules blindés. Le Groupe a en sa possession un contrat signé par l'APLS en mai 2015 relatif à la livraison de véhicules blindés Panthera d'une valeur de 7 187 500 dollars⁵⁰. La société chargée de fournir ces véhicules, Egypt and Middle East for Development, était représentée par un Égyptien, Mohamed Atta Jad. Le siège de cette société se trouve au Caire⁵¹. Le Groupe enquête sur les liens qui pourraient exister entre ce contrat et les récents parachutages au Soudan du Sud.

IV. Entraves aux activités de l'Organisation des Nations Unies et des missions humanitaires, et attaques à leur encontre

A. Entraves aux activités de l'Organisation des Nations Unies et attaques à son encontre

55. Comme indiqué dans le rapport du Groupe d'experts de septembre 2016 (S/2016/793), la majorité des hauts responsables du M/APLS ne cessent de diaboliser l'Organisation des Nations Unies. À titre d'exemple, le 13 septembre, Salva Kiir a accusé l'ONU, dans une longue déclaration publique, d'avoir évacué Riek Machar de l'est de la République démocratique du Congo. Pour le Président, il est clair que l'ONU ne contribue pas à résoudre les problèmes qui touchent le pays et que les personnes estimant désormais que l'Organisation n'est pas neutre ont de vraies raisons de s'inquiéter⁵².

56. Le 18 septembre, les représentants de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS) ont publié une déclaration en réaction aux accusations du M/APLS selon lesquelles la Mission favorisait l'activité criminelle et abritait secrètement des éléments armés dans les sites de protection des civils des Nations Unies à Djouba⁵³. À la mi-octobre, une nouvelle déclaration réaffirmant le caractère civil des sites a été publiée⁵⁴. Contrairement aux accusations du Gouvernement, l'enregistrement biométrique des personnes déplacées vivant dans les sites 1 et 3 de protection des civils à Djouba, mené en octobre 2016 par l'Organisation internationale pour les migrations, montre clairement que cette population se compose majoritairement de femmes et d'enfants, et non pas d'hommes en âge de

⁴⁹ Ces expéditions ont été signalées au Groupe lors d'entretiens confidentiels avec plusieurs officiers généraux de l'APLS, des représentants diplomatiques d'un pays voisin, un agent de sécurité d'un pays voisin et le personnel d'une organisation internationale opérant au Soudan du Sud.

⁵⁰ Le contrat ne précise pas la quantité de véhicules achetés et ne donne pas non plus de spécifications techniques détaillées.

⁵¹ Lettre datée du 14 octobre 2016, adressée au Groupe par la Mission permanente de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies.

⁵² Voir « President Kiir accuses UN of taking Machar's side for regime change », *Sudan Tribune*, 14 septembre 2016. Disponible en anglais, à l'adresse suivante : www.sudantribune.com/spip.php?article60221.

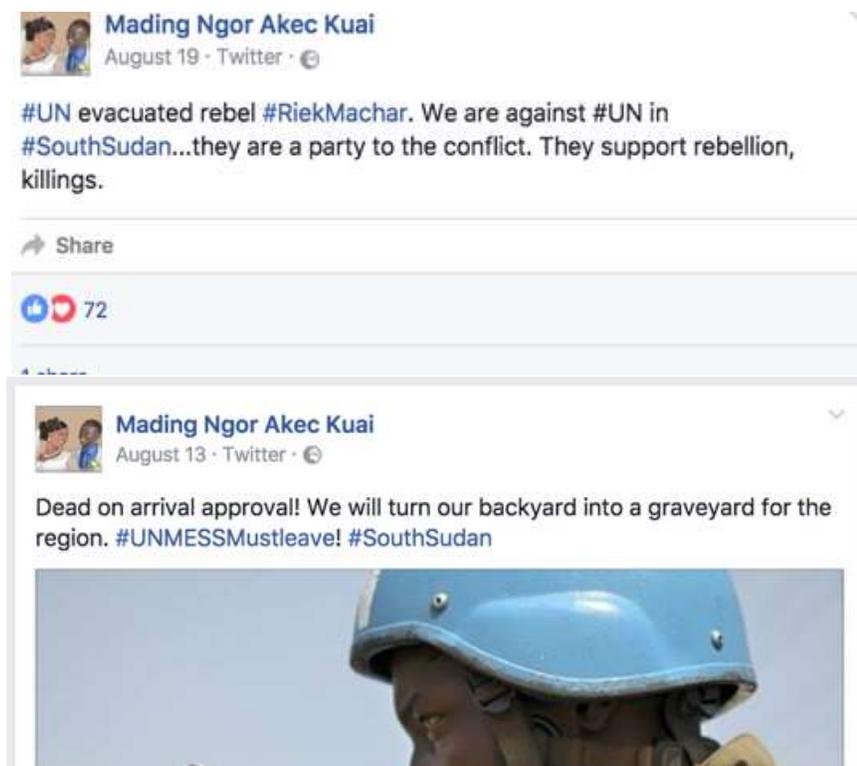
⁵³ Disponible en anglais, à l'adresse suivante : <http://reliefweb.int/report/south-sudan/united-nations-mission-south-sudan-unmiss-responds-sudan-peoples-liberation-army>.

⁵⁴ Disponible en anglais, à l'adresse suivante : <http://reliefweb.int/report/south-sudan/unmiss-reminds-all-parties-respect-civilian-nature-poc-sites>.

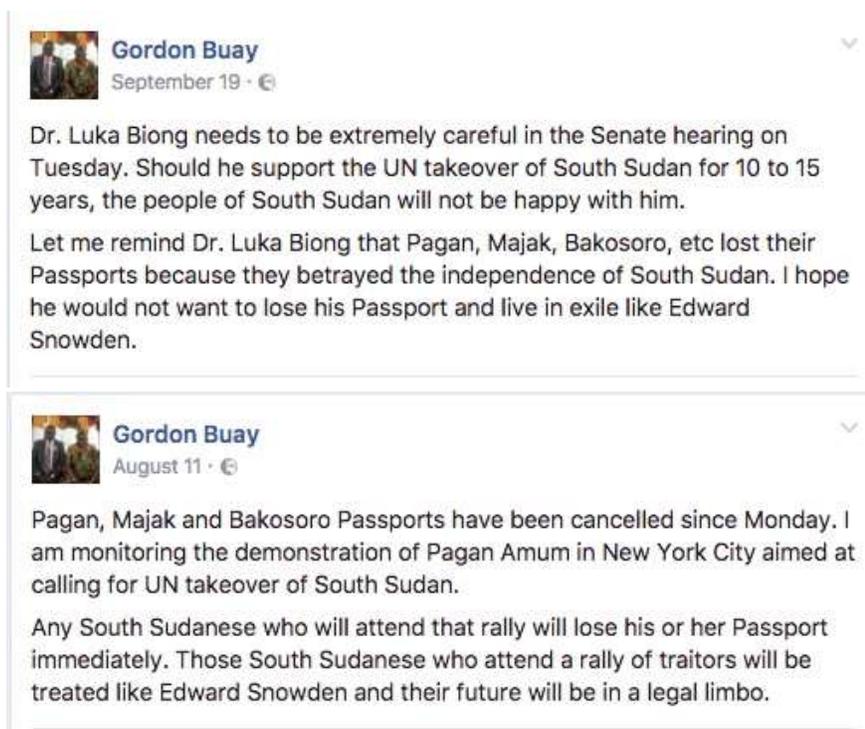
combattre. Sur les 38 874 personnes qu'abritent ces sites, 8 283 (environ 21 %) sont des hommes âgés de 18 à 59 ans, les 80 % restants étant des femmes et au moins 20 000 enfants, dont près de la moitié ont moins de 5 ans⁵⁵.

57. Les éléments progouvernementaux ont systématiquement recours aux médias sociaux pour militer contre la présence internationale au Soudan du Sud, en particulier celle de l'Organisation des Nations Unies. Gordon Buay, un diplomate affecté à l'ambassade du Soudan du Sud à Washington, et Mading Ngor Akec Kuai, un journaliste sud-soudanais, font partie des personnalités qui ne cessent de publier des déclarations incendiaires contre la présence de l'ONU sur leurs réseaux sociaux, comme en témoignent les exemples reproduits à la figure II ci-dessous (voir annexe II pour d'autres exemples) :

Figure II
Captures d'écran de déclarations incendiaires publiées sur les réseaux sociaux



⁵⁵ Voir <http://reliefweb.int/report/south-sudan/dtm-south-sudan-juba-un-house-poc-sites-biometric-registration-update-october> (en anglais).



58. Les violations continues et systématiques de l'accord sur le statut des forces se poursuivent – 19 d'entre elles ayant été enregistrées pour le seul mois de septembre. Il s'agit essentiellement de restrictions à la liberté de circulation imposées contre l'Organisation des Nations Unies, et toutes, à une exception près, étaient le fait de civils ou d'acteurs armés affiliés au M/APLS. Le M/APLS interdit régulièrement à la MINUSS de déployer des patrouilles dans les zones de conflit où des violations des droits de l'homme sont signalées, empêchant la Mission de s'acquitter de son mandat. Par exemple, l'APLS a empêché la MINUSS d'accéder à la ville de Yei entre avril et le 20 octobre, nonobstant ses multiples tentatives ou demandes publiques d'enquête sur la nette détérioration des conditions de sécurité ainsi que les nombreuses allégations de violations des droits de l'homme⁵⁶.

59. Le 14 octobre, Salva Kiir a annoncé la création d'un comité chargé d'améliorer la liberté de circulation et l'accès aux sites du personnel de l'ONU et des opérations humanitaires ainsi que de faciliter le déploiement de la Force de protection régionale, créée par la résolution 2304 (2016) du Conseil de sécurité, dans un délai de deux semaines. Toutefois, au moment de la présentation du présent rapport (28 octobre), aucun élément ne permettait de penser que des progrès aient été réalisés en la matière. Le 19 octobre, le Ministre des affaires gouvernementales, Martin Elia Lomuro, a transmis une lettre au Président du Conseil de sécurité confirmant qu'il acceptait que le Rwanda, le Kenya et l'Éthiopie soient les pays

⁵⁶ Voir les déclarations de la MINUSS datées des 10 et 12 octobre 2016 sur le refus d'accès, disponibles aux adresses suivantes : <https://unmiss.unmissions.org/unmiss-statement-yei-call-immediate-cessation-hostilities> et <http://unmiss.unmissions.org/unmiss-statement-increased-incidents-violence-south-sudan> (en anglais).

fournisseurs de contingents de la Force. Cependant, le 24 octobre, le porte-parole de Salva Kiir, Ateny Wek Ateny, a publiquement rejeté la participation de ces pays⁵⁷.

B. Entraves aux activités des missions humanitaires et attaques à leur encontre

60. Depuis le début du conflit en décembre 2013, au moins 67 travailleurs humanitaires ont été tués, dont 8 depuis que le Groupe a présenté son rapport en septembre; la majorité des victimes étaient sud-soudanaises. Plus récemment, au début du mois d'octobre, trois travailleurs humanitaires ont été tués en l'espace de sept jours. L'un d'eux a été tué par balle dans l'Équatoria oriental le 14 octobre, au cours d'une embuscade visant un véhicule portant une insigne visible d'appartenance à une organisation non gouvernementale, alors qu'une équipe de l'organisation ZOA, en provenance de Torit, se dirigeait vers un lieu d'exécution de projet. La victime était un expert agricole âgé de 41 ans. Le 8 octobre, un deuxième travailleur humanitaire sud-soudanais a été tué à Akobo, dans des circonstances troubles. À la même période, un autre Sud-Soudanais membre d'une organisation non gouvernementale a été tué lors de combats à Boudi (Équatoria oriental)⁵⁸.

61. De janvier à septembre 2016, plus de 640 incidents liés à l'accès humanitaire ont été signalés, dont 81 pour le seul mois de septembre. Sur ces 81 incidents, on dénombrait 59 cas d'atteintes à des travailleurs ou à des biens humanitaires. On recense également une forte augmentation du nombre d'attaques, d'embuscades et d'agressions armées, avec 11 cas signalés en septembre contre 5 en août. Les embuscades et les agressions armées ont principalement été recensées dans les régions de l'Équatoria oriental, central ou occidental, des Grands Lacs et du Bahr el-Ghazal occidental⁵⁹.

V. Effondrement de l'économie

A. Situation macroéconomique

62. Fin octobre, le gouvernement n'avait pas encore manifesté son engagement en faveur d'une gouvernance économique saine, ce qui, comme l'a noté le Groupe d'experts dans son rapport de septembre 2016 (S/2016/793), avait détérioré encore plus la situation en matière de sécurité. La livre sud-soudanaise avait continué à perdre de la valeur et l'effondrement des taux de change avait aggravé l'inflation,

⁵⁷ Voir « South Sudan again rejects neighbouring countries participation in RPF », Radio Tamazuj, 24 octobre 2016. Disponible en anglais à l'adresse suivante : <https://radiotamazuj.org/en/article/south-sudan-again-rejects-neighboring-counties-participation-rpf>.

⁵⁸ Voir « OCHA humanitarian bulletin South Sudan », n° 16, 20 octobre 2016. Disponible en anglais, à l'adresse suivante : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/1601020_OCHA_SouthSudan_humanitarian_bulletin16.pdf.

⁵⁹ Voir Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « South Sudan: humanitarian access situation snapshot – September 2016 ». Disponible en anglais, à l'adresse suivante : http://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/South_Sudan_Humanitarian_Snapshot_09Nov2015.pdf.

qui s'est hissée à 682,1 %⁶⁰. Depuis janvier, l'indice des prix à la consommation a augmenté de plus de 500 %, atteignant un record de 2 348 points en septembre⁶¹.

63. Le Groupe d'experts a recueilli des données selon lesquelles les dépenses publiques pour l'exercice 2016/17 devraient dépasser les recettes de 149 %⁶². En conséquence, le gouvernement a proposé un plan d'austérité financière et d'emprunts extérieurs qui intègre les recommandations faites par le Fonds monétaire international (FMI) à l'issue de sa mission de mai⁶³. Le 19 octobre, le Président de la Commission mixte de suivi et d'évaluation, s'adressant à la Commission, s'est félicité des travaux du gouvernement provisoire d'union nationale ayant permis l'établissement d'un budget ambitieux, qui a été loué par de nombreux analystes. Il a ajouté qu'il était essentiel de limiter les dépenses afin de respecter le budget et de contribuer à la stabilisation de l'économie. L'engagement du gouvernement dans la lutte contre la crise macroéconomique sera mesuré à l'aune des progrès accomplis dans la mise en œuvre de cette stratégie.

64. Le projet de budget pour l'exercice 2016/17 est estimé à 22,3 milliards de livres sud-soudanaises, dont la moitié sera allouée au secteur de la sécurité⁶⁴. Les mesures d'austérité prévues pour les secteurs non liés à la sécurité sont susceptibles d'accroître l'instabilité, étant donné les réductions de salaires que subira la population urbaine. Le manque de transparence financière a incité la Banque mondiale à refuser tout nouveau projet de financement au Ministère des finances et de la planification économique⁶⁵.

65. Les recettes pour l'exercice 2016/17 ont été calculées sur la base d'une production de 120 000 barils de pétrole par jour, ce qui représente le taux d'extraction le plus faible depuis décembre 2013. Rien ne donne à penser que les efforts déployés en août par Taban Deng Gai pour renégocier avec Khartoum les redevances relatives à l'utilisation des oléoducs aient abouti. Le Soudan du Sud continuera donc de payer au Soudan des frais de 24,1 dollars par baril, ce qui nuira à ses recettes budgétaires compte tenu de l'instabilité des cours du pétrole. De plus, l'industrie pétrolière ne montre aucun signe de redressement aux niveaux d'avant la guerre. En effets, les champs pétrolifères de l'État de l'Unité ont été endommagés au cours des premiers mois de la guerre, et la poursuite du conflit rendra difficile la relance de la production pétrolière, qui est un processus long et complexe sur le plan technologique⁶⁶.

⁶⁰ Voir www.tradingeconomics.com/south-sudan/inflation-cpi (en anglais).

⁶¹ Voir www.tradingeconomics.com/south-sudan/consumer-price-index-cpi (en anglais).

⁶² Discours du gouvernement provisoire d'union nationale sur le budget, octobre 2016.

⁶³ Voir Denis Dumo, « South Sudan seeks \$300 million in external support for budget », Reuters, 29 août 2016. Disponible en anglais, à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-southsudan-budget-idUSKCN1141CO.

⁶⁴ Voir « South Sudan budgets billions for army, military operations in 2016/2017 », Radio Tamazuj, 18 octobre 2016. Disponible en anglais, à l'adresse suivante : <https://radiotamazuj.org/en/article/south-sudan-budgets-billions-army-military-operations-20162017>.

⁶⁵ Entretien avec des représentants de la Banque mondiale, 22 septembre 2016, Nairobi.

⁶⁶ Voir « South Sudan plans to resume oil production in Unity region », *Sudan Tribune*, 20 août 2016. Disponible en anglais, à l'adresse suivante : www.sudantribune.com/spip.php?article59981.

B. Affaire de la Banque nationale du Qatar

66. Au cours de ses enquêtes sur les sources de financement extérieur, et sachant que la plupart des dépenses publiques sont consacrées à la poursuite de la guerre, le Groupe d'experts a recueilli des informations selon lesquelles la Banque nationale du Qatar avait émis, en février, deux lettres de crédit au gouvernement, pour notifier un versement d'environ 632 millions de dollars. L'argent a été utilisé par la Banque du Soudan du Sud pour acheter de la monnaie locale au taux de change fixe de 2,96 livres sud-soudanaises pour un dollar. En raison de la chute des recettes pétrolières, le gouvernement n'était plus en mesure de respecter le calendrier de paiement, qui a alors été modifié⁶⁷. Vu l'importante contraction des réserves en devises et la diminution constante des recettes pétrolières observée en 2016, il est peu probable que la Banque nationale du Qatar continue de financer le Soudan du Sud.

C. Accords pétroliers

67. Les paiements de pétrole anticipés demeurent l'un des rares mécanismes dont dispose le gouvernement pour accroître les financements à court terme. Dans le cadre de contrats conclus avec des sociétés pétrolières internationales, le gouvernement reçoit des avances de fonds pour des opérations pétrolières à terme, qu'il rembourse sur une période définie, à un taux d'intérêt négocié.

68. Les sociétés Trafigura Pte Ltd et Addax Energy SA ont été les premières à conclure ce type d'arrangements. Au cours de ses enquêtes, le Groupe d'experts a recueilli des informations selon lesquelles, entre novembre 2015 et avril 2016, Trafigura Pte Ltd avait acheté 7 millions de barils de pétrole brut Dar Blend⁶⁸. Le montant total des recettes perçues par le gouvernement dans le cadre de ces opérations s'élèverait à 125 millions de dollars. Le Groupe d'experts a également reçu des données de la part du Ministère du pétrole selon lesquelles Addax Energy SA a acheté, entre février et avril 2016, des barils de Dar Blend pour un montant de 1,2 million de dollars. Le montant total des recettes perçues par le gouvernement dans le cadre de ces opérations s'élèverait à 35 millions de dollars.

VI. Application des mesures relatives à l'interdiction de voyager et au gel des avoirs

69. Le Groupe d'experts a confirmé que Peter Gadet, qui est visé par les sanctions, s'était rendu à Nairobi depuis Khartoum en septembre et se trouvait encore au Kenya au moment de la présentation du présent rapport.

⁶⁷ Réponse officielle du FMI au Groupe d'experts, 21 juillet 2016.

⁶⁸ Le prix d'achat était différent pour chaque livraison, variant de 18,30 à 32,60 dollars par baril.

VII. Recommandations

70. Le Groupe d'évaluation recommande que :

a) En vue d'atteindre les objectifs énoncés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 2290 (2016), à savoir une paix durable et sans exclusive au Soudan du Sud, le Comité désigne les décideurs de haut niveau responsables des activités et des politiques qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité du pays telles que définies aux paragraphes 9 et 10 de la résolution, y compris ceux qui ont commis des infractions graves au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme et qui ont les moyens, du fait de leur pouvoir et de leur influence, de perpétuer la guerre ou d'y mettre un terme. Le Groupe d'experts a transmis au Comité, en janvier 2016, une annexe confidentielle contenant les noms de ces personnes;

b) Afin d'éviter une nouvelle détérioration des conditions de sécurité au Soudan du Sud et, en particulier, la continuation des violations massives des droits de l'homme qui sont, comme l'a déterminé le Groupe d'experts, directement liées à la fourniture d'armes et de munitions aux acteurs et aux groupes non étatiques par toutes les parties, et de prévenir le transfert ou l'utilisation de matériel lourd, le Conseil de sécurité interdit la fourniture, la vente ou le transfert au Soudan du Sud, à partir du territoire ou à travers le territoire des États Membres ou par leurs ressortissants, ou au moyen de navires ou d'aéronefs battant leur pavillon, d'armements et de matériel connexe de tous types, y compris les armes et les munitions, les véhicules et le matériel militaires, les équipements paramilitaires et les pièces détachées correspondantes, ainsi que toute assistance technique ou formation et toute aide financière ou autre en rapport avec les activités militaires ou la fourniture, l'entretien ou l'utilisation de tous armements et tout matériel connexe, y compris toute forme de formation dispensée par des forces étrangères ou des mercenaires armés venant ou non de leur territoire. Le Groupe d'experts réitère ses recommandations relatives aux modalités de mise en œuvre de ce type d'embargo énoncées aux alinéas d), e) et g) du paragraphe 84 de son rapport d'activité pour 2015 (S/2015/656);

c) Afin de garantir l'application des sanctions à l'égard des personnes désignées⁶⁹, le Comité écrive aux services de réglementation bancaire du Kenya et de l'Ouganda pour rappeler les obligations émanant de l'Article 41 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies concernant l'application du gel des avoirs prévu par la résolution 2206 (2015) et prorogé par la résolution 2290 (2016), et publie un communiqué de presse encourageant les banques nationales et commerciales du Kenya et de l'Ouganda à mettre en œuvre une telle mesure.

⁶⁹ Voir <https://scsanctions.un.org/fop/fop?xml=htdocs/resources/xml/fr/consolidated.xml&xslt=htdocs/resources/xsl/fr/southsudan.xsl>.

Annex I: Letters from Tribal Communities

An open letter to the Equatorian Community: Why are you turning your region into the Greater Upper Nile?

Posted: October 4, 2016 by **PaanLuel Wël** in **Commentary, Contributing Writers, Opinion Articles, Opinion Writers**

By Bior Raad, Juba, South Sudan



8-members-of-bor-dinka-community-killed-along-juba-yei-road

October 4, 2016 (SSB) — It is absolutely indisputable that Equatorians are delighted in or feeling pleasure from inhumane slaying of Dinka. It is unclear whether these sporadic killings came out of the meeting as a resolution to wipe Dinka out of South Sudan or could it be deliberately done to provoke Dinka to horrifically retaliate. Our silence all this long was to maintain a good relationship in order to live in a society where we are never strangers to our fellow brothers and to each other. We may have differences and quarrels, but these are brotherly quarrels that cannot divide us and destroy our togetherness.

What do you think if Dinka take part in flashing out sons and daughters of Equatoria working in their areas? Not only that, also organise the armed youth groups to be stationed on various roads, charged with duties to kill other non-Dinka tribesmen. By the way, Dinka has the capacity to turn this country into anarchy and cleanse elements that support terrorism. It is sad to receive hourly report that the dear ones have been murdered on their way to Uganda, Kenya and even within territories of Equatoria.

Dinka are always nervous when travelling on road simply because of those people who set up barricades on trunk roads instructed by their chiefs and politicians to search for ‘MTN’ as they referred to Dinka. No one in this ruthless time can risk to sleep in the car. Everyone is alert keeping a close watch at next seated Equatorian passenger. Most of them are the ones setting up cars to fall into ambush.

Seeing this happen evokes anguish and anger in someone like me who lost relatives and friends few days ago in Kajo-Keji road ambush that claimed the life of eleven innocent civilians.

Sudan by then has been in a long devastating civil war aimed at secession but such barbaric actions have never been reported. Khartoum, our great enemy by then did not devised such inhumane killing to war captives. I have never heard Equatoria elders and leaders coming out publicly to denounce these ethnics' targeted killings as well as urging their communities to cease this behaviour. It means that they are in support of it.

It troubles my mind to understand what we have done to Equatorians and the rest of South Sudanese who hate Dinka for no reason. There is nowhere in Equatoria or elsewhere that you will never spot bones of Dinka' son who sacrificed his life for the sake of this country. Where were those who today say they don't want Dinka in their areas?

Matter of fact, We the youth of Jieng are tired of this act and as per now, we urged all Equatorians and other tribes who have declared war against us to leave our areas before designated dateline elapses because we will not fold our hands, seat back and watch our relatives being slaughtered every day.

This is just to inform everyone that Dinka has a culture of war where people confront themselves in the broad daylight. Come out and declare it as a war against Dinka.

We have refused to lend our ears to this matter for long and it has been used against us as our cowardice. Enough is enough. This time, we will not tolerate nonsense. If we can take vengeance among ourselves, how hard is it to let innocent Equatorians pay for the action of their brothers. The rest of the communities who are happy with this tribal killings will also test the bitterness of their actions. Whoever is found will be consume by the wrath of angry avengers the day it will start though still remain concealed.

This is the time for eye for an eye. If the state of social disorder is what you want, we have declared it and we shall see who will desert this country to who? Most of you who have never conducted funerals of gunshot deceased, will this time conduct multiples of them. It is absolutely a fool of ourselves to treat enemies of peace with white teeth exposed and subsequently, they turn out to be the pain in ass.

Why would you scapegoat your grievances that need government attention to the innocent travellers? Your complaint of Dinka cattle destroying your farms was exceptional and government acted immediately to drive back cattle to their original places. What happened again that you are killing Dinka travellers? Are they also trespassing your farms?

Jieng youth is totally disappointed with this inhumane behaviour. To be honest, we have come up with the resolution that we have to embark on such inhumane killings. We will also target enemies of peace in and beyond our areas. We know some tribes in Equatoria who have involved in these killings and we are not going to spare them, our action will be enormous.

Innocent civilians who fled their homes to refugees' camps because of food insecurity narrates senseless and false stories that Dinka want to kill us. A story that implicate Dinka and the UNHCR get interested in these fabricated life stories. Isn't this selling out? If we don't learn to be honest to ourselves, this country will not accommodate us. Change your negative attitudes towards Dinka otherwise we will not wait to be kill in the same way.

The write is the Senior Member of Jieng Youth Union in Juba and can be reached on biorraad@gmail.com

Posted Online: <https://paanluelwel.com/2016/10/04/an-open-letter-to-the-equatorian-community-you-are-turning-your-region-into-the-greater-upper-nile/>



JIENG YOUTH UNION
Hai- thuora Juba –South Sudan
Tel: 092006291/0955263926 Email:jiengyouthunion@gmail.com

CONDEMNATION STATEMENT

Having been following keenly the target killing of innocent Dinka people on Juba-Nimule and Juba-Yei roads,

We the Jieng Youth Union in the Republic of South Sudan and abroad on behalf of the entire Jieng Youth condemned in strongest term possible the target killings of innocent Dinka youth, women, children and elderly persons.

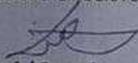
The recent inhumane killings of hundreds of civilians on Juba-Yei road on 08/oct/2016 was witnessed nationally and internationally, therefore we called upon those groups who organize target killing after they have code named particular tribe as MTN to stop this brutal and ruthless killings with immediate effect from now. Failure to do so, the Jieng Youth will not tolerate and keep silence while their people are being killed on daily basis.

We also urged the government to address this burning issue as soon as possible before it gets out of hands, because our people are being picked out in the public means and ended up being killed just because of their ethnicity by Equatorial bandits, forgetting that their sons and daughters are working with humanitarian organizations in Dinka areas for example, in greater Bhar el ghazal and greater upper Nile. We Jieng Youth have a capacity to retaliate but we don't want to take laws into our hands because we are laws abided citizens.

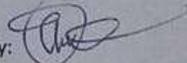
As Youth organization of Jieng, we belief in unity of the people of South Sudan and we don't look or define any tribe as our enemy and deserve to be killed just because of their tribe.

In conclusion we appeal to those who are behind these inhumane and ethnic killings of Dinka to cease from what they are doing and we warn them seriously to stop their barbaric and inhuman acts of killing innocent civilians immediately. Otherwise they will regret the retaliation.

Finally, we convey our deeply heartfelt condolences to the families of the deceased who have lost the lives of their beloved ones in the hands of criminals.

Sign By: 
Samuel Marial Dongrin
Chairman of Jieng Youth Union



Sign By: 
Garang Madut Apiin
SG

To: All Equatorians in our area

To Healthref.

10/14/16

Retaliation Attack Began

We, the Angry Youth of Greater Northern Bhar El Ghzal States are bringing to your attention the organizations that are working in the area that we do have any problem with you. Our build up problem is with Equatorians who are working here and with you. We have given them peaceful sanctuary here in our area while their people in Equatoria are viciously butchering our innocent people for many years. For how should we sit with our hands folded? The revenge attack is about to explode and it will be ugly nasty to our brothers and sisters from Equatoria region. We give you all the constancy, but you paid us the bad token instead

The Angry Youth sat yesterday to careful deliberate and discuss on the next move since the final dateline given to the Equatorians working and living in the area was expired. We have raised again the number of serious issues in our first letter about killings and atrocities committed against our innocent civilians living and moving in/on Equatorians roads. Since 2013, the Equatorians has been committing many atrocities and gross human rights violations by killing ethnic community of Dinka origin. This will never continue unchecked.

Also, the killing of more than 30 unarmed innocent Dinka civilians mainly, women and children last week on Juba- Yei and Juba- Numeli roads has exacerbate our intentions for revenge against any other Equatorians living in our area. The same Equatorians we are giving peaceful accommodations are the same people brutally killing and lynching our people in Equatoria region. We cannot keep silence any more. We MUST take a quick action and revenge every life lost. Our innocent civilians in Equatoria have endured so much and we cannot take it anymore. The innocent women and children your people killed do not know President Salva Kiir Mayardit nor they are in Kiir's government. Your people killed them because they belong to Dinka. We will also kill you because you belong to Equatoria, period.

Our silence for so long does not mean we are happy with what is going on in the Equatoria region. The government you are engaging now and claiming to give you 100% security guarantee is the same government who is letting us down. They are lying to you. How are they going to give you 100% security guarantee when there is no armed security at the gate and police or armed escort to the fields? We are monitoring your communications very closely. Let them keep lying to you. We are at your throats and we will react John Rambo's Movies scene on you.

In light with all the above mentioned facts, it was agreed that we are going to take a quick revenge attack against Equatorians anywhere and any place from now on. We will find you and kill you. We will despicably and barbarically kill you. We will also humiliate you like it is never done before. We will gruesomely cut you like what your people did to our mothers and children on Equatoria roads. Retaliation attack MUST begin right now! ONE NATION, ONE PEOPLE IS DEAD. The consequences will graphically and horrifically huge.

By Angry Youth of former Northern Bhar El Ghzal

EQUATORIAN YOUTH WARNING: “IT IS TIME FOR DINKA TO LEAVE EQUATORIA AND NOW”

FROM Equatorian Youth

TO All Dinka in Equatoria

Date: 16th October 2016

Oct 17, 2016(Nyamilepedia) — The Equatoria Youth makes this communique in response to Dinka government threats, which were broadcasted on the SSBC, and preached by the Dinka politicians on the internet and social. Please read carefully:

- The Equatoria Youth takes seriously the threat by Dinka “Angry Youth” to commence immediate killing of Equatorians living and serving in Dinka land, according to their letter dated 14th October 2016;
- The Equatoria Youth Condemns the killings of all and taking the lives of any innocent civilians in our nation, the South Sudan;
- Notes the injustices perpetrated by the Dinka upon the people of Equatoria, as it has been shown recently in the Dinka Plan against the non-Dinka, including Equatoria; masterminded by Dinka Council of Elders; implemented by the tribal Government, presided upon by Kiir that sought to enshrine Dinka supremacy over other tribes;
- Notes that “One Nation, One People” is not only dead, but also it never existed; for this has always been a government that preferentially treated Dinka and shamefully a Dinka centric government. But more importantly adversely affects all the other 63 ethnic groups for the benefit of the Dinkas.
- Determines that the unwelcomed presence of Dinka in Equatoria must end, until such a time when a formula of equal citizenship and co-existence has been agreed;
- Reminds the Dinka that the “gun equations” has now changed, we have the means and the willingness to respond and decisively. That there are more Dinkas in our lands than our people in their lands, thus there is no lack of Targets should the Dinka choose to continue in the same path their Dinka Centric government has taken even before Kiir unleashed death on the Nuer and ever since, murdering our women and children in pretense of killing rebels.
- Sternly warns that any Equatorian lives taken in Dinkaland or anywhere shall receive shift and determined response that every Dinka in the territories of Equatoria will come to know, from us the youth, in every inch of this great Equatorian land.
- DECIDES THAT DINKA MUST LEAVE EQUATORIA IMMEDIATELY.
- Equatoria has taken enough loses, **are fed up and enough is enough.**

The Press release was submitted to Nyamilepedia on behave of Equatoria Youth by Justin S Kwaje. For more information give a shout at j.kwaje@aol.com

Online <http://www.nyamile.com/2016/10/16/equatorian-youth-warning-it-is-time-for-dinka-to-leave-equatoria-and-now/>, **accessed 22 October 2016.**

Melut County
Eastern Nile State

Date: 17/10/2016

**TO: All Equatorians Working with Different
International NGOS in Eastern Nile State
Andit's respective Counties**

Ref: letter no: 01/10/2016

Sub/Expulsion:

We the youth of Eastern Nile State, are here by informing you that, enough is enough, we are tired of conducting the funerals of our late brothers, Sisters, Mothers, fathers and Children whom your brothers always ambushed and killed on Juba Nimule road, Juba Yei road, Juba Torit, Kapoeta road, Juba Kajokeji road, Juba Mundri, Maridi Yambio road. Etc, So you can not enjoy the services in our state while continue killing our people in your States, and call them **(MTN)** or **(Unwanted goods)**, therefore, we are here by assuring you that, leave our State immediately with in one week, before we acts, or we shall apply the same practices to you on our roads, don't take this for granted, but wait and see.

Thanks

Prepared by Eastern Nile State Youth

MTN: Who's behind the picking and killing of Dinka MTN?

Oct. 18 Press Releases 8 comments

PRESS RELEASE FROM THE OFFICE OF JIENG UNION (DINKA) IN EAST AFRICA

This press release comes from the office of Jieng Union in East Africa. Jieng Union was formed in 2014 to represent the interest of Dinka people and act as their voice where there is a threat to their existence wherever they are.

Thus, acting on behalf of the Dinka people, we, the leaders of Jieng Union in East Africa have noted with great and grave concern as it has come to our attention based on concrete evidence that the war in South Sudan is no longer against the government but against Dinka people because of their ethnicity.

As a matter of fact, which is supported by the evidence of the eye-witnesses and survivors, Dinka people are being targeted by certain organized groups whose intention is to eliminate them in South Sudan. The clear intention of these groups is shown by the use of the word "MTN".

MTN is a well known South African Telephone Network that stands for Mobile Telephone Network, whose slogan is "Everywhere You Go" because it is found almost in all countries in Africa.

Therefore, the organized groups mentioned in the third paragraph above are using the slogan of the MTN, "Everywhere You Go" to refer to the Dinka people since they are also found everywhere in South Sudan, hence, derogatorily referring to them as "MTN."

It is not a surprise that since the adoption of the word "MTN" which has now become synonymous with the word "Dinka people", the killings of Dinka people has increased to disproportionate level.

Dinka people are being targeted everywhere, and in particular, on major roads in South Sudan. These major roads include: Juba-Yei Road, Juba-Mundari Road, Juba-Terekeka Road, Juba-Bor Road, Juba-Torit Road, Juba-Nimule Road, Juba-Kecji-Kecji Road and Yei-Kaya Road. The Vehicles travelling on these major roads are frequently stopped by these groups as already mentioned above, who then search those vehicles to find out whether Dinka people are on them. Once a Dinka person or Dinka people are found on board, they are ordered to get down from the buses or taxis and then killed without any strong reasons but because they are Dinkas.

As a result, many Dinka people have been killed because of their identity and ethnicity. What makes us to conclude that they are being targeted is the fact that once these groups stop the vehicles, they ask passengers to show their identity cards and when it is found out that the holder of the identity card is a Dinka or they are Dinkas, they are ordered to get down from the buses or taxis and immediately executed and dumped on roadsides.

For instance, on 30th of September 2016, 11 Dinka students who were undertaking training in nursing course at Kecji-Kecji in South Sudan were killed on the road from Kecji-Kecji to Juba because of their identity. As the evidence suggested and through the use of the "MTN," they were singled out among other passengers and mercilessly murdered because they were Dinkas.

Again, on the 2nd of October, 2016, three (3) traffic Dinka police officers were killed in cold blood at Aruu Junction because of their identity.

On October 8, 2016, about 200 Dinka people, mostly women, children and elderly who were travelling from Yei to Juba were massacred in cold blood simply because they were Dinka members. On the same day as the killing was going on, on Juba-Yei Road, Dinka people who were staying at Rom Village at Meluth County in Eastern Nile State of South Sudan were killed and their houses burned down because they were Dinka people.

What makes the killings mentioned in the above paragraph even worse and heartbreaking was the way they were killed. They were killed and after that the dead bodies were mutilated and finally burned beyond recognition. It was horrific and gruesome killing and at the same time inhuman.

There are a lot of evidence substantial the existence of these horrible killings has already taken away hundreds of lives of Dinka people who are killed through target killings since the beginning of 2016 because of their identity and ethnicity.

Apart from killings, there are also evidences which show that the abovementioned groups are organized with the sole mission to use all means to eliminate Dinka people. For instance, these groups have now resorted into checking the names of Dinka people in the telephones of non-Dinka people and if the Dinka names are found in mobile telephones of non-Dinka, then the person whose telephone contain the name of the Dinka is detained and beaten because he has the name of Dinka people in his or her telephone.

In addition, these groups also check the logbook of the vehicle if the logbook is registered in name of the Dinka, then, the car, taxi or the bus is burned. This explains why Eco bus registration number SSB 154A which was burnt to ashes. According to the report, the attackers identified themselves as enemies of the Dinka people, fighting to take over government in South Sudan. They accused the Dinka and Ugandans of supporting the government of President Salva Kiir.

So their rationale of killing Dinkas is to eliminate of all of them because they are supporting the government, thus indiscriminately killing all children, women and elderly contrary to the international humanitarian law as we shall explain latter in this work.

We have, therefore, come to the conclusion that killing of Dinka people which include children, women and elder is not because of their support to the government but because of their ethnicity and identity.

Thus, the purpose of this press release is threefold: first of all, to condemn these barbaric killings in the strongest term possible, secondly, to bring to the attention of the international community that Dinka people are being targeted because of their ethnicity and therefore are entitled to self-defense unless the groups behind the killings stop the activities of extra-judicial killings with immediate effect, and finally, to warn these groups to unconditionally stop killings our people.

Condemnation of targeting killings against Dinka people

We, the leaders of Jieng Union in East Africa have condemned these barbaric killings of our people in the strongest terms possible. We would like to bring to the attention of these groups behind the killings of our people to the fact that the international human rights law, regional human rights law and South Sudan national law give the Dinka people the rights to life, security, integrity of persons and the rights to self-defense.

Thus, killings Dinka people due to their ethnicity violates the prohibition on the arbitrary deprivation of the right to life, which they enjoy under the law. In addition, these groups must know that during a non-international armed conflict, directing attacks against civilians not directly participating in hostilities, including extra-judicial killings is the violation of Additional Protocol II and Common Article 3 of the Geneva Conventions, which prohibits all violence directed against them including murder, mutilation, cruel treatment and torture.

We condemn these groups of people who target our Dinka people because of their ethnicity. Their actions of killing Dinka people who are innocent civilians based on their ethnicity amount to discriminatory diverse treatment, which is a violation of the international human rights law that prohibits discrimination. In addition, it also amounts to the violation of common Article 3 of the Geneva Conventions and fundamental guarantees set forth in Article 4 of the Additional Protocol II.

We further strongly condemn the deliberate, ethnicity-based attacks on our people, which are widespread and systematic. The violence being directed against Dinka people is clearly defined by its scale and method, which indicates that they are being targeted because of their ethnicity. For instance, killings of our people is not random, accidental or isolated acts of violence, but rather it involves a high level of preparation that we believe it follows a certain pattern as indicated by the use of the word "MTN" to refer to Dinka people for easy identification and targeting.

We must stress that target killings and other acts of violence against Dinka people can constitute serious violations of international humanitarian law. Moreover, depending on the circumstances, which are met in this

case, if established before the Court of law, such acts also amount to the violation of Article 13 (2) of Additional Protocol II.

We condemn and tell whoever is behind the killing of Dinka people that what they are doing is collective punishment, which is a reprisal directed against them due to their perceived support to the government, which is contrary to the international human rights law. The attacks on Dinka people who are accused of supporting the government of South Sudan can constitute a collective punishment which is in contravention of Article 4 (2) (b) of the Additional Protocol II.

Therefore, we condemn the killings of our people unreservedly and we would like to bring to the attention of all the International Community members that the war in South Sudan is no longer civil war between the government and the oppositions but it is now being directed against Dinka people because of their ethnicity since they are Dinka people were the President is coming from.

Our Information or warning to the International Community

As leaders of Jieng Community in East Africa, we have found it imperative to bring to the attention of the International Community that we are extremely disappointed and dismayed by the impotent response from the International Community to condemn these barbaric and inhuman acts which is in contravention of the international human rights and humanitarian law.

We would like also to inform the International Community that we, the Dinka people know how to fight and we can do it to the required standard but in this case, we have not chosen to adopt the violent means resolving the problems despite the fact that many of our people have been killed in cold blood.

The reason we have been keeping quiet and just watched helplessly though our people are being murdered everyday is because we need peace and unity in South Sudan. In other words, our interest is to save lives of innocent people and also to ensure that dispute is solved peacefully in South Sudan.

However, the way things have reached now as our people are being murdered mercilessly, we are likely to rethink our approach unless the groups behind the killings of our people stop with immediate effect. Thus, our information or warning is going to the international Community or whoever are in the contact with the rebels or these criminals who are killing our people to tell them to stop immediately and unconditionally. If they don't stop these terrorist activities of targeting our people, we shall be forced to take the law into our hands to defend our people and since we have already warned the whole world in this press release, no one will again raise an accusing finger towards us because we are entitled to self-defense if we are being killed.

Warning to the people behind the killings of Dinka People

We would like to reiterate our call on these groups to stop killings innocent Dinka people and if they do not give heed to our appeal to stop inhuman activities, then this serves as a warning that unless the killings of our people stop with immediate effect, we shall be forced to take the law into our hands to defend ourselves. At that point, there will be no compromise as we shall begin with those who are working in Dinka areas and who come from the areas from which we suspect the people killings Dinka people to be coming from.

Inclusion, this press release is not intended to incite Dinka youth as we would like to emphasize that, we, the Dinka people need peace in South Sudan but we would also like to stress that though we need peace, the peace should not be maintained at our expenses because we are also citizens of South Sudan and we should be given equal treatment. We cannot be killed without defending ourselves on the ground that there is a need for peace in South Sudan. The role of peace keeping is for every citizen in South Sudan irrespective of their ethnical backgrounds.

Therefore, we again call upon the people killing our people to stop killing them and if they do not, then we shall be forced to fight in self-defense if these subversive and barbaric activities of killings our people due to their ethnicity do not stop.

By the office of Jieng Union in Diaspora (East Africa) and undersigned by the people listed below:

Signed by

Name Title Signature

1. Peter Maniel Kuc Chairperson of Jieng Union (+256774343608)
2. Mabior Ikau Chairperson of Greater Bahr el Ghazal made up of ten states
3. Koul Monytong Chairperson of Jieng Padang
4. Ngor Mayor Chairperson of Greater Lakes State made up of three States
5. Akot Garang Chairperson of Aweil States
6. Machar Chol Chairperson of Greater Warrap States

Note the Copies have been given to all the embassies, the UN High Commission for Human Rights office in Uganda and other civil societies. The photos shown below are for those who have been killed on the road because they are members of Dinka ethnic group.

The article entitled: Who is behind the picking and killing of MTN? A nickname for Dinkas in South Sudan. MTN is a network with logo of “everywhere you go”, the business company’s logo becomes nickname for Dinka in South Sudan. They ask people in vehicles, is there MTN? They said yes if available or no if not!

By David Matiop Gai, Juba South Sudan

Source: Paanluelwel.com

The author is a co-founder of National Mental Health Care Organization; He holds Bachelor degree in Social work and social Administration from SSCUST, Bachelor degree in Theology from CLT in Kalispell, Montana USA, and a fellow researcher. He can be reach at tonggaid551@yahoo.com/davidmatiopgai@gmail.com.

Source: Paanluelwel.com

The above photo is of the nurse students who were training at Kecji-Kecji in South Sudan because he was a Dinka.

The person being carried in the above photo was one of the victims in Juba-Yei Road Massacre on 8/10/2016

Source: Paanluelwel.com

The people who are lying dead in the above photo were some of the victims in Juba-Yei Road Massacre where over 200 people mostly women and children were killed on 8/10/2016

Source: radiotamazuj.org

The vehicle above is carrying people killed on target killing because they are Dinka

Source: newsweek.com

The above photo is one of the massacres of Dinka people in target killings

Online: <http://www.southsudannation.com/condemnation-of-target-killings-of-dinka-and-warning-to-do-orchestrating-it/>, accessed 18 October 2016.

Date 24/10/2016

From Greater Bahr El Ghazal Youth in Wau State.

Ref: To All Equatorians working in UN Agencies, NGOs and other Private Sectors.

Reference to all Equatorians working in the above mention underlined subject.

We the sons and daughters of Bahr El Ghazal region are always killed by the Equatorians with hidden agenda of targeting other ethnic groups. We have been enduring this situation for so long, but our brothers from Equatoria region took us to be fools than beyond their recognition. The time of retaliation has come to its mature stage, which will be effective as soon as possible.

Equatorians have been practicing grime politics in the offices of UNMISS, UN Agencies, NGOs and other institutions.

Below are the mains point couple to the introduction above.

1. Discriminated killing of innocent civilians in Equatoria region.
2. Funding of rebels in your region through access of DOLLARS you are earning from Bahr el Ghazal region.
3. Segregated recruitment of the staff by ignoring the native of this region because you are holding the key positions in the organizations.
4. Your management in organizations results to failure of many projects in this region.

In conclusion, we urge all the Equatorians to *evacuate* Bahr el Ghazal region within 72 hours effective from the date of this letter.

Failure to respect this will result to havoc situation!!!!

CC to:

- > All Media Outlets.
- > All Equatorians.

BY: YOUTH OF GREATER BAHR EL GHAZAL.

Annex II: Examples of Incitement on Social Media

added 2 new photos.
August 18 · €

Dinka Elijah Wa Wendit wanted Dr. Riek Machar Teny Dhurgon dead and can't believe that he is alive (in DRC & Khartoum).

Really!! Dinka think killing him is like killing Nuer leader Col. Samuel Gai Tut simply for Dinka to cling into power for life??? You killed Nuer Leader Col. Samuel Gai Tut, yet you still have great Nuer leaders you are facing their angers. Dinka, You will not escape!!

Blood of innocent will make you bowdown before President Riek Machar Teny Dhurgon

added 2 new photos.
October 4 at 4:18pm · €

#Dinka are for peace in South Sudan, president Kir is been obfuscated/confused by #Nuer themselves, President Kir should immediately make a choice whether to support those #pigs_Bul_Nuer, professional thieves (#Taban_Deng and hybristophilic #Ezekiel_LoL_Gatkuoth) or bring peace between Dinka with all the tribes in the region.

South Sudan cannot be destroyed by these two groups of Nuer. These groups are brainless, unthinkable, and hybristophilic individuals who only think about money issues than all South Sudanese lives.

@By professor Belle Gatlueng, the Lost Boy of South Sudan, 1988#

October 10 at 11:21pm · €

Walai walai !! I swear by today I declare a war against equatorians. #DINKA #DINKA why do you let animals cheered you, while you are holding spare . pls turn yourself and deal with this animal. Anyone who is ready just follow me less start it where ever thought in juba... . #tit_for_tat_is_afair_game...

May their soul rest in peace.....

Follow · October 9

Am convinced today seeing vulnerable group like children and women being murdered too in the name of Dinka walai Equatorians am speechless other than being fear-monger. Genocide will be the only solution to this horrible situation.

Like Comment

seeing crazy.
October 13 at 9:35pm · Tambul, Sudan · €

The life of those innocence people who were massacred during juba incident still alive today though they're not sharing with us on earth 's surface but they're still in our minds and hearts because they have been killed inline of ethnicity with their identity as #nuer

Though there's few guys boring by worsen situations running after money forgetting the yesterday killing done by one whom they today praising him as master because of resources given to them to deny thier images to others ,but we will still continue fighting against the enemies because we're paining the actions of yesterday done by #salvakir

#RIGHT OF THOSE PEOPLE WHO HAVE BEEN KILLED WILL DEFEATS YOUR MONEY THOUGH YOU'RE DENYING THE FACTS TODAY #YAAATABANDENG

Salva kir must go

I agree with dr. Lam, like one said if dinka can recruit their sons why not others? We need south sudan be like somali is ok, we gonna do it... No ones can be sacred...

Like · Reply · August 26 at 3:31pm

Me personally, I will do something against whether u like it or not I don't even have relatives whom they killed but am disturbed by that equatorians putting their hands on we Dinkas. Brother, my life will not end without slaughtering an equatorian what and see u are just living yourselves to useless cowards to kill u and during the struggle u Dinkas were the supper men who brought out south sudan . To inform equatorians , u are in problems

Like · Reply · 1 · October 12 at 3:18pm

replied · 3 Replies

South Sudanese All Over The World, Future Politicians Quorum
October 13 at 7:12am · €

Those red ants are continuing to bite in the name of tribes and when one set them on fire, outcry will pour out that Dinkas are killing minorities. They need those of late Thon Ayii. "Thon Ayii Anyanya mow, Garang Mabior Anyanya mow"...

Like · Reply · 2 · October 9 at 12:26pm

Truth told !
If Dinka run mad because of 21 mathiang anyoor that were kill in Yei-Juba road and what about nuer victime of 15 Dec when salva kir kill 200,000 innocent nuer civilian in juba.
Dinka like to kill and they don,t want to be kill.

Sample of anti-UN social media posts by Mading Ngor Akec Kuai

 **Mading Ngor Akec Kuai**
August 20, 2015 · 

If we don't sign the 'Power to Riek Machar Agreement,' then we are asked to choose international isolation. Bring it on, Eritrea Style, baby!

 Share

 76

 **Mading Ngor Akec Kuai**
October 12 at 7:37am · Twitter · 

Is it me or is #SouthSudan suffering terrorist attacks at a time that we expect deployment of #UN interv forces? Coincidence? It is a scheme

 Like  Comment  Share

 31

 **Mading Ngor Akec Kuai**
August 2 · Twitter · 

So #JMEC is on an invasion tour around the region? Yesterday it was in #Sudan...and soon in #Addis and beyond? #JMEC is AWOL. #SouthSudan

 Share

  33

 **Mading Ngor Akec Kuai**
August 15 · 

Some member countries of the international world order can't be swayed by any action or words that don't accommodate their self-serving interests. Even if you donate your heart to them, they will ask for those of your whole family. You can't please them so give that useless courtship a break. #UNMESSMustleave! #SouthSudan

 Share

 62

 **Mading Ngor Akec Kuai**
July 31 · Twitter · 

Let's pull together as the youth of #SouthSudan to say no to foreign military invasion of our country. #UNMISSMustLeave!

 Share

 33

 **Mading Ngor Akec Kuai**
August 14 · Twitter · 

#UN invasion in #SouthSudan, a country we fought for...for 21 yrs and killed our dear ones? Where was #UN when we got bombed from the skies?

 Share

Dhiéu Ayuén Mayén shared **Mading Ngor Akec Kuai's** post.
August 21 · 🌐

This is the first time I disagree with my hero Mading Ngor Akec Kuai, Cause we can kick their asses and stay in the UNITED NATIONS AT THE SAME TIME. IT'S NOT HARD TO DO

Mading Ngor Akec Kuai
August 21 · Twitter · 🌐

Philippines should opt out of the #UN & #SouthSudan should also follow suit. <https://t.co/1Tf0vXSt9R> via @business



Duterte Threatens to Withdraw Philippines From UN, Hits US

The Philippines' brash-talking president has threatened to withdraw his country from the United Nations.

BLOOM.BG/2BRF3J0

Mading Ngor Akec Kuai
August 13 · Twitter · 🌐

Dead on arrival approval! We will turn our backyard into a graveyard for the region. #UNMESSMustleave! #SouthSudan



UN okays Juba troop deployment as South Sudan objects - BBC News

The UN Security Council authorises a 4,000-strong regional protection force for South Sudan's capital, Juba - but the government rejects the move.

BBC.COM/NEWS/WORLD-AFR...

Share

13

Mading Ngor Akec Kuai
August 3 · 🌐

And this Revolution will be televised! Join the group, one youth, one South Sudan. #UNMESSMustLeave #OurSovereigntyInHands



Rally For South Sudan Group
Non-Profit Organization

240 Likes
3 talking about this

Like Page

Share

19